



**HAL**  
open science

**Enquête sur l'enquête 'Les infirmières et leur coordination (1988-1995)', de Danièle Kergoat (coord.), Françoise Imbert, Hélène Le Doaré et Danièle Senotier**  
Guillaume Garcia, Emilie Groshens

► **To cite this version:**

Guillaume Garcia, Emilie Groshens. Enquête sur l'enquête 'Les infirmières et leur coordination (1988-1995)', de Danièle Kergoat (coord.), Françoise Imbert, Hélène Le Doaré et Danièle Senotier. [Rapport de recherche] Centre de données socio-politiques; Fondation nationale des sciences politiques. 2020. hal-03613633

**HAL Id: hal-03613633**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-03613633>**

Submitted on 18 Mar 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

# **ENQUÊTE SUR L'ENQUÊTE**

**Les infirmières et leur coordination**

**par Danièle Kergoat (dir.)**

**1988-1995**

beQuali

**Centre de Données Sociopolitiques  
UMS 828 CNRS-Sciences Po**

**2020**

## L'ENQUÊTE EN BREF

**Titre de l'enquête** : Les infirmières et leur coordination

**Auteurs de l'enquête** : Danièle Kergoat (dir.), avec Françoise Imbert, Danièle Senotier

**Discipline** : sociologie (sociologie des rapports sociaux de sexe, sociologie des mouvements sociaux, sociologie du travail, sociologie de la santé)

**Mots clés** : profession infirmier, mouvement social, mouvement des femmes, égalité des sexes, grèves, services hospitaliers, groupes sociaux, genre, santé, travail, comportements politiques

**Méthodologie** : observations, entretiens semi-directifs, questionnaires, photographies, recherche documentaire

**Zone géographique** : France : Région Ile-de-France, région Midi-Pyrénées, région Languedoc-Roussillon

**Bornes temporelles** : 1988-1995

**Principale publication réalisée s sur la base de l'enquête** : Kergoat Danièle (dir.), Imbert Françoise, Le Doaré Hélène, Senotier Danièle. Les infirmières et leur coordination (1988-1989), Paris, Lamarre, 1992

## L'ENQUÊTE SUR L'ENQUÊTE

**Principe** : L'enquête sur l'enquête est une production scientifique réalisée par un membre de l'équipe beQuali qui a pour objet d'éclairer d'un point de vue documentaire, méthodologique et analytique les enquêtes qualitatives diffusées sur le site de beQuali.

**Auteurs de l'enquête sur l'enquête** : Guillaume Garcia, avec l'aide d'Emilie Groshens

**Résumé** : Recherche collective coordonnée par Danièle Kergoat et s'intéressant au mouvement des infirmières de la fin des années 1980, éclairé à travers une problématique en termes de rapports sociaux de sexe. Elle s'appuie sur deux volets d'enquête réalisés entre 1988 et 1991 : données de première main sur le mouvement social des infirmières organisé en coordination ; contextualisation historique de la profession d'infirmière. Plusieurs types de matériaux ont été collectés : notes d'observation, entretiens individuels et collectifs, questionnaires et documentation diverse (écrite et photographies), directement durant les actions de mobilisation, ou en dehors auprès d'infirmières (ou d'infirmiers), par Danièle Kergoat, Françoise Imbert, Danièle Senotier et Hélène Le Doaré. La démarche d'analyse mêle notamment : analyse de contenu ; triangulation entre notes d'observation et entretiens ; comptage des prises de parole respectives des hommes et des femmes ; exploitation des questionnaires. Les résultats proposés renouvellent des débats propres à la sociologie de l'action collective et à la sociologie du travail et des professions : émergence de la forme coordination dans les mobilisations sociales ; transformations des rapports à la qualification professionnelle ; nécessité, pour appréhender un mouvement social, de tenir compte des rapports sociaux de sexe. Globalement, l'enquête a montré que la configuration spécifique du mouvement, caractérisé à la fois par une mixité de sexes et une hégémonie des femmes avait bouleversé les rapports sociaux de sexe habituels dans ce milieu professionnel, favorisant une remise en cause de la domination traditionnelle des hommes.

## Sommaire

1-Genèse de l'enquête .....	6
1.1-Itinéraire personnel et professionnel .....	6
1.2-Elaboration de l'enquête .....	7
1.3-Après l'enquête : entreprise de théorisation et responsabilités collectives.....	9
1.4-Rapport personnel à l'objet d'enquête .....	10
2- Ancrages théoriques .....	10
2.1-Les influences théoriques générales de l'enquête.....	10
2.2- Une diversité de regards disciplinaires .....	11
2.3.1- Un ancrage principal en sociologie du travail .....	11
2.3.2- Un ancrage secondaire en sociologie des mouvements sociaux .....	12
2.3.3- Travailler les rapports sociaux de sexe et de classe.....	13
2.3.4- Mixité, intersectionnalité, identité et rôle : d'autres approches théoriques présentes mais moins travaillées ou mobilisées dans l'enquête .....	14
2.3.5- L'influence diffuse de la psychopathologie du travail.....	15
2.4- Question de recherche et niveaux de l'analyse .....	15
3- Terrain.....	17
3.1- La chronologie du mouvement et de l'enquête.....	17
3.2- L'organisation du travail de collecte des témoignages et des matériaux .....	20
3.2.1- La construction d'une équipe de recherche coordonnée .....	20
3.2.2-Les resserrements du terrain .....	22
3.2.3- L'entrée « improvisée » sur le terrain .....	23
3.3-Retour sur les techniques d'investigation mises en œuvre .....	24
3.3.1- Les observations, dispositif central de l'enquête.....	24
3.3.2-Les questionnaires .....	25
3.3.3- Les entretiens individuels .....	26
3.3.4- Les entretiens collectifs .....	28
3.3.5- Les autres techniques d'enquêtes déployées dans l'enquête .....	29
3.4- Gérer la bonne distance face aux enquêtés.....	29
4- Corpus .....	31
4.1- Les documents illustrant la préparation de l'enquête (N=17) .....	31
4.2- Les documents collectés sur le terrain (N=475).....	31
4.3- Les documents permettant de retracer les étapes de l'analyse (N=70) .....	32
4.4-Retour sur l'anonymisation des données .....	32
5- Analyse.....	33
5.1- Quelques éléments sur la démarche générale d'analyse .....	34

5.1.1- Une démarche s'apparentant à la théorie ancrée .....	34
5.1.2- Une mise en comparaison inachevée avec d'autres coordinations.....	34
5.1.3- Une analyse focalisée sur une partie des matériaux .....	35
5.1.4- Une analyse processuelle.....	35
5.2- Les techniques ou orientations de l'analyse .....	36
5.2.1- Les notes d'itinéraires .....	36
5.2.2- Une analyse de contenu thématique qui est restée inachevée.....	36
5.2.3- La quantification des observations et l'exploitation des questionnaires.....	38
5.3- Les principaux résultats tirés de l'enquête .....	39
5.3.1- L'importance de la dimension sexuée des luttes.....	39
5.3.2- L'analyse des formes d'action, de mobilisation, de structuration de la lutte au sein d'une coordination.....	40
5.3.3- Le rapport à la qualification professionnelle et sociale .....	41
6- Postérité.....	43
6.1- La valorisation de l'enquête.....	43
6.1.1- Principales publications rendant compte directement de l'enquête .....	43
6.1.2- La réception de l'enquête .....	43
6.1.3- Les autres formes d'exploitation de l'enquête .....	44
6.2- Les aspects sous-exploités de l'enquête .....	44
6.2.1- Le côté inachevé de la publication principale.....	44
6.2.2- Les suites de l'enquête : un prolongement sur l'usage militant du Minitel .....	45
6.3- Les pistes de prolongement et de réutilisation .....	45
6.3.1- L'actualité de l'enquête .....	45
6.3.2- Les motifs du dépôt à beQuali .....	46
6.3.3- Les pistes de réutilisation .....	47
Bibliographie .....	47

# Introduction

L'enquête *Les infirmières et leur coordination* a été dirigée par Danièle Kergoat directrice de recherche honoraire du CNRS et spécialiste de sociologie du travail et de sociologie des rapports sociaux de sexe, courant qu'elle a contribué à fonder en France. Au cours de sa carrière, elle a construit un programme de recherche visant à élaborer un cadre conceptuel d'analyse des rapports sociaux. Il s'agit de son avant dernière enquête de terrain, qui lui a permis d'enrichir ce cadre théorique.

L'enquête, qui a également mobilisé d'autres chercheuses – Françoise Imbert, Danièle Senotier et Hélène Le Doaré – a été menée entre 1988, lorsque démarre l'immersion au sein du mouvement, avant même toute formalisation d'un projet de recherche, et 1995, date de la dernière production directement liée à l'enquête. Elle se base sur l'agrégation de plusieurs terrains, réalisés entre 1988 et 1991 principalement en Ile-de-France, et secondairement en Midi-Pyrénées et en Languedoc-Roussillon.

Le terrain principal porte sur la mobilisation des infirmières, investie sur la base d'une immersion via des observations de la coordination, des entretiens individuels et collectifs avec des infirmières et des infirmiers, et l'exploitation d'une enquête par questionnaire auprès d'un certain nombre de personnes mobilisées<sup>1</sup>. L'enquête comprend également deux terrains secondaires : une observation du travail des infirmières dans un hôpital parisien et une étude historique du métier d'infirmière. La principale publication tirée de l'enquête est un rapport livré en 1990 puis édité en 1992.

Les documents mis à disposition ont été collectés auprès du service de documentation du CRESPPA où une partie des archives de l'enquête étaient conservées, ainsi qu'auprès de Danièle Kergoat<sup>2</sup>. Les données disponibles<sup>3</sup> mobilisent principalement des notes d'observation, des transcriptions d'entretiens individuels et collectifs, des questionnaires annotés, ainsi que des photographies et de la documentation prélevée sur le terrain (comptes rendus d'assemblées générales, tracts, etc.).

Les sources utilisées pour réaliser cette « enquête sur l'enquête » articulent :

- les archives et matériaux de l'enquête (562 documents sont mis à disposition)
- les productions scientifiques qui en ont été tirées par l'équipe de recherche<sup>4</sup>
- trois entretiens formels et de nombreux échanges informels avec Danièle Kergoat<sup>5</sup>

---

<sup>1</sup> Dans la suite du rapport, on notera que le féminin est le mode principalement utilisé pour désigner les membres de cette profession, dont la mobilisation a fait l'objet de l'enquête. Ce choix se justifie par plusieurs raisons : tenir compte du fait que la profession est très majoritairement féminine et ne pas alourdir la lecture du texte. Néanmoins, lorsque cela était pertinent, les deux termes infirmiers et infirmières ont pu être utilisés, afin de rendre manifeste, dans l'écriture même du rapport, la prégnance des rapports sociaux de sexe, qui sont au cœur de cette recherche. Dans d'autres cas, l'écriture incluse a pu également être utilisée.

<sup>2</sup> Les archives de l'enquête, composées de 16 boîtes d'archives et d'un carton, étaient conservées dans une armoire au laboratoire CRESPPA-GTM. Nous remercions Christine Daussin, documentaliste du laboratoire, pour sa contribution à la conservation et à la collecte de ces archives.

<sup>3</sup> De nombreux documents répertoriés dans l'inventaire détaillé de l'enquête n'ont pas été mis à disposition, soit pour ne pas alourdir démesurément la consultation du corpus, soit parce qu'ils n'étaient pas communicables.

<sup>4</sup> Dans la suite du texte les citations en italique reprennent les propos tenus par Danièle Kergoat lors d'entretiens ou de rencontres pour le traitement des archives. Pour en faciliter la lecture, ces propos transcrits ont été légèrement lissés. Les autres citations (en romaine) reprennent des publications.

<sup>5</sup> Il n'a pas été possible de rencontrer les autres chercheuses-enquêtrices ayant contribué à l'enquête.

- d'autres sources bibliographiques, qu'il s'agisse de publications de Danièle Kergoat ou des publications d'autres chercheurs faisant référence à cette enquête ou au contexte scientifique que celle-ci interroge<sup>6</sup>.

Le présent rapport a été relu et amendé par Danièle Kergoat.

## 1-Genèse de l'enquête

### 1.1-Itinéraire personnel et professionnel<sup>7</sup>

Danièle Kergoat est née en 1942 dans un milieu populaire. Sa mère était « dame employée » aux PTT, son père ouvrier professionnel chez Citroën à Paris, dans les usines du 15<sup>ème</sup> arrondissement. Ce dernier ne supportant plus le travail à la chaîne qu'il avait côtoyé à l'usine, ni la discipline ouvrière, ouvre un garage en banlieue. Grâce à l'aide d'une institutrice, elle peut après ses 14 ans continuer ses études en réussissant le concours de l'école normale d'institutrices de Chartres, échappant ainsi à un destin tout tracé d'ouvrière à l'usine. Après avoir fait deux ans à Chartres, elle fait ensuite partie des deux élèves qui étaient envoyées chaque année à Paris en Terminale pour tenter Normale Sup, Une fois le bac en poche, elle renonce à tenter le concours d'entrée à Normale sup : l'écart de milieu social avec sa famille lui semblait déjà bien assez grand, et aller à l'Université lui apparaissait plus « discret » que de préparer l'agrégation. Avant de continuer ses études universitaires, elle est institutrice durant deux ans puis démissionne, et s'inscrit en philosophie et en psychologie à la Sorbonne. Elle se reconnaît peu dans ces deux disciplines – même si elle gardera par la suite une sensibilité pour certains aspects de l'approche psychologique. Sa réorientation en sociologie se fait à l'occasion de la découverte des *Héritiers* de Bourdieu et Passeron (1964). La sociologie est la discipline qui lui a permis de comprendre ce qu'est être dominé, et qui donne des outils pour sortir de cette domination. Elle valide une licence puis enchaîne les petits boulots, avant de se spécialiser dans les études de marché puis d'entrer dans la carrière de chercheuse.

Cette entrée se fait par l'entremise de Renaud Sainsaulieu, alors sociologue au CSO, qui cherchait une assistante avec un profil particulier, d'origine ouvrière et sachant manier les statistiques. Danièle Kergoat est alors embauchée en 1965 en tant que chercheuse hors statut sur une recherche consacrée à l'identité au travail. Intégrée au CSO, au sein duquel elle passe attachée de recherche CNRS statutaire en 1971, elle étend ses activités à d'autres enquêtes sur contrat. Grâce notamment à Michel Crozier, qui dirigeait alors le laboratoire, elle travaille sur le thème de « mai 68 et les organisations », dans le contexte des études financées par la DATAR. Très vite, elle subvertit cette commande pour étudier les luttes ouvrières : « *très vite, je n'ai pas fait ce qu'on m'a demandé, je n'ai pas travaillé sur les revendications, les mouvements collectifs dans les entreprises en entrant par l'angle organisationnel, mais j'ai étudié des luttes d'ouvriers* ». Quelques années plus tard, elle monte un séminaire de sociologie féministe au sein du CSO, puis passe chargée de recherche au CNRS en 1978. A la

---

<sup>6</sup> Ces publications sont mobilisées en ce qu'elles apportent un simple éclairage sur l'enquête. Elles ne sont pas utilisées comme elles pourraient l'être dans le cadre d'une démarche sociohistorique. Le fait d'avoir été contraint de se centrer sur le seul point de vue de Danièle Kergoat renforce cette limite.

<sup>7</sup> Cette partie se base en partie sur le témoignage de Danièle Kergoat sur son parcours tel qu'il a été publié en 2010 (Kergoat, 2010a). Ne sont indiqués ici que les principaux éléments de ce parcours.

suite de tensions internes dans le laboratoire, elle accepte la proposition de Sainsaulieu de le suivre au Centre d'études sociologiques dont il était devenu directeur. Elle y crée en 1979 une équipe, l'URES-DSST – Unité d'étude et de recherche sociologique sur la division sociale et sexuelle du travail – embryon institutionnel de ce qui deviendra en 1983 une unité propre du CNRS, le GEDISST. S'y retrouvent sociologues du travail et sociologues de la famille, économistes, historiennes et ergonomes sur le thème de la division sociale et sexuelle du travail. Selon Danièle Kergoat, ce laboratoire est né, dans la dynamique du féminisme, d'une conjonction de questionnements à propos du travail, et notamment de la nécessité de dépasser les frontières tant disciplinaires que sous-disciplinaires (sociologie du travail et sociologie de la famille en particulier). Il s'agissait, à cette époque, du seul laboratoire en France dont l'axe de recherche central interrogeait directement les rapports sociaux de sexe avec une entrée par le travail. Elle passe directrice de recherche au CNRS en 1986, et devient émérite en 2007. Parmi ses autres responsabilités, on notera qu'elle a été membre de la fédération de recherche sur le genre RING<sup>8</sup>, a créé et dirige la collection « Le genre du monde social » à La Dispute, et a été à l'origine de la création du Réseau Thématique 24 de l'association française de sociologie, intitulé « Genre, classe, race. Rapports sociaux et construction de l'altérité »<sup>9</sup>.

## **1.2-Elaboration de l'enquête**

Danièle Kergoat a d'abord réalisé une série d'enquêtes sur les employé.e.s, les ouvriers, la poste, EDF, etc. Elle publie son premier article en collaboration en 1968 (Kergoat, Sainsaulieu, 1968) puis son premier article en propre en 1970 dans la revue *Sociologie du travail* (Kergoat 1970). Ses premières recherches personnelles sont engagées très tôt : dès 1969 elle enquête sur l'entreprise d'embouteillage d'eau minérale Bulledor, dont elle tirera un livre en 1973. Ses interrogations y portent avant tout sur les ouvriers spécialisés immigrés, doublement dominés car immigrés et sans qualification, et moins alors sur les questions de sexe ; toutefois à la même époque, elle réalise une première recherche consacrée à un thème un peu différent – la place des femmes au sein du Parti socialiste Unifié à Paris (Kergoat, 1971), puis, à la demande des Cahiers de mai, sur la commission femmes de Lip. Ses enquêtes suivantes sont menées dans différents secteurs industriels, dont la confection et l'électronique, secteurs féminisés où de nombreux ouvriers sont en fait des ouvrières. C'est à ces occasions qu'elle se heurte au fait que la sociologie du travail est alors totalement gender-blind, ce qu'elle va s'efforcer de faire apparaître tout en proposant des instruments d'analyse novateurs (Kergoat, 1978, 1981).

Un tournant dans son activité de recherche s'effectue à la fin des années 1970. En 1978, le projet de recherche avec lequel elle est recrutée au CNRS est centré sur l'évolution des pratiques revendicatives ouvrières et le rapport au travail, mais ce sont désormais les pratiques revendicatives féminines qui vont orienter ses travaux. Elle va ainsi mener une série d'enquêtes qui vont donner lieu à l'ouvrage intitulé *Les ouvrières* (Kergoat, 1982), mais qui vont également porter sur des thèmes aussi divers que les départs volontaires à RVI (Renault Véhicules Industriels) de Caen (Kergoat, 1977), les conséquences sur l'emploi des décentralisations industrielles (1977), les travailleurs intérimaires, les pratiques sociales des

---

<sup>8</sup> <http://www2.univ-paris8.fr/RING/>

<sup>9</sup> Elle en est toujours présidente d'honneur en 2020.



femmes envers le travail à temps partiel (Kergoat, 1984a). Durant cette période, elle travaille sur plus d'une vingtaine d'entreprises de l'industrie ou du tertiaire, sur des groupes ouvriers mais aussi sur d'autres catégories professionnelles, y compris des employées et des femmes et des hommes cadres. A posteriori, elle décrit cette période comme très formatrice car ayant favorisé de nombreuses intuitions qu'elle développera théoriquement plus tard, dès les années 1980 et plus encore dans les années 1990<sup>10</sup>. Elle publie sur les rapports sociaux de sexe à l'occasion de nombreuses entreprises collectives suite à des colloques majeurs, comme le congrès de la société française de sociologie de Nantes de 1979, le congrès de l'association internationale de sociologie à Mexico en 1982<sup>11</sup> ou encore le colloque de Toulouse de 1982<sup>12</sup> ou en participant à des initiatives comme l'Atelier Production Reproduction et aux cahiers qui en sont issus (Cahier de l'APRE).

C'est dans ce contexte qu'émerge l'enquête sur les infirmières. L'intérêt de Danièle Kergoat pour la mobilisation des infirmières naît d'abord, selon ses propres termes, d'un intérêt personnel, auquel succède un intérêt de recherche, la mobilisation constituant une occasion inespérée de pouvoir tester la force heuristique d'une problématique en termes de rapports sociaux de sexe appliquée à un mouvement social<sup>13</sup>. En effet, à cette époque, s'il y avait quelques travaux sur le mouvement féministe, il n'y avait quasiment rien sur les mouvements de femmes dans le milieu de travail, point que cette enquête a servi à opérer<sup>14</sup>.

A l'origine, il y a donc un concours de circonstance. Le mouvement infirmier avait démarré au printemps 1988, et avait pris une forme particulière, et éphémère, celle de la coordination, née dans le secteur hospitalier. Au début de l'automne 1988, la chercheuse est allée, « *par intérêt citoyen* », assister à une réunion de présentation du mouvement à Paris, réunion qui l'a interpellée et a suscité chez elle le désir d'en faire une recherche : « *je suis allée voir les filles qui étaient à la tribune, à la fin.... alors il y en avait une ou deux qui avaient entendu parler de moi... en leur disant que j'étais sociologue et que j'aimerais vraiment beaucoup, beaucoup étudier cette lutte qui me semblait particulièrement importante, et elles ont accepté d'emblée, en trouvant que c'était une très bonne idée* ». Dès le départ la chercheuse développe une forme de sensibilité et une proximité personnelle avec certaines infirmières mobilisées : « *je n'avais jamais fait ça, entrer comme ça dans un mouvement qui commençait à peine, et être acceptée comme... pas comme une des leurs, il ne faut pas exagérer non plus, mais comme quelqu'un de très proche d'elles, et en qui elles avaient confiance* ». Les conditions de genèse de l'enquête vont avoir un impact sur la recherche, puisque d'emblée il a été convenu avec les infirmières que ce serait une enquête par immersion. L'enquête revêt également une dimension fortement inductive, le financement principal n'étant intervenu qu'au bout de

---

<sup>10</sup> Notamment dans les Cahiers du GEDISST, qui deviendront Les Cahiers du genre.

<sup>11</sup> En août 1982 au 10<sup>ème</sup> congrès international de sociologie, est organisé un groupe ad hoc sur le thème « L'articulation entre système productif et structures familiales : méthodologie des approches comparatives hommes / femmes » (Zaidman, 2007).

<sup>12</sup> Il s'agit du grand colloque de Toulouse de décembre 1982 sur le thème « Femmes, féminisme, recherches ». Subventionnée conjointement par les ministères de la Recherche et des Droits de la femme, il s'agit de la plus vaste consultation de chercheurs jamais réalisée sur les études féministes : plus de 800 participant.e.s et plus d'une centaine de communications publiées. Certains estiment que ce colloque représente « l'acte de naissance quasi ritualisé du champ des recherches sur les femmes » (Lagrave, 1990, p. 31). Sur la production de Danièle Kergoat suite à ce colloque, voir Delphy & Kergoat, 1982 ; Kergoat, 1984b ; Kergoat & Hirata, 1988.

<sup>13</sup> Kergoat, « Une lecture de la coordination infirmière à partir des rapports sociaux de sexe » (1990).

<sup>14</sup> Kergoat, « Mouvement social et coordination : un état de la question » (1990).

plusieurs mois. Au démarrage, il s'agissait plutôt d'observer le mouvement pour s'en imprégner que de mettre en place un dispositif de recherche canonique : « *très sincèrement, je n'avais pas beaucoup d'idées, parce que la coordination infirmière, j'en savais des choses par la presse, mais on ne savait pas grand-chose. On savait que c'était un mouvement massif, on savait que ça avait commencé par les sages-femmes, on savait qu'il y avait une répression dans la rue, mais c'est tout. Donc je suis arrivée là, un peu la bouche en cœur* ». La formalisation d'un projet de recherche est intervenue au bout de quelques mois, avec la sollicitation du PIRTEM<sup>15</sup>, on y reviendra plus loin. A l'époque, le phénomène coordination, qui avait été (re)lancé en 1986 par les mobilisations étudiantes et qui apparaissait alors comme relativement nouveau<sup>16</sup>, intéressait encore peu de sociologues ou de politistes, à part quelques spécialistes des « nouveaux mouvements sociaux<sup>17</sup> (dont des Tourainiens), dans le cadre d'une interrogation sur le renouveau de la conflictualité sociale à la fin des années 1980<sup>18</sup>. Il ne s'agissait cependant pas pour Danièle Kergoat de se positionner en sociologue des mobilisations, mais bien d'utiliser ce mouvement en train de se faire comme un site d'observation des rapports sociaux de sexe, et réciproquement pourrait-on dire.

### **1.3-Après l'enquête : entreprise de théorisation et responsabilités collectives**

L'enquête sur les infirmières a occupé « *une place très importante dans [son] itinéraire théorique* », parce qu'elle a été l'avant-dernière grande enquête de terrain qu'elle a directement réalisée, et qu'elle s'est servie de ce point d'orgue pour renforcer une élaboration théorique déjà initiée à la fin des années 1970.

Débutée à la fin des années 1980, l'enquête sur les infirmières n'a été véritablement close qu'au milieu des années 1990. « *A ce moment-là, j'ai éprouvé le besoin très fort de m'asseoir et de réfléchir. En particulier, sur les rapports sociaux, parce qu'on parlait tous de rapports sociaux (...) certaines féministes parlaient des rapports sociaux de sexe mais si vous demandiez « qu'est-ce que c'est un rapport social ? », tout le monde était bien embarrassé pour répondre, moi la première. Je trouvais ça, pas malhonnête, mais un petit peu tout de même, intellectuellement. Donc j'ai éprouvé le besoin de réfléchir à ce qu'était un rapport social.* ».

En parallèle de cette entreprise de théorisation, Danièle Kergoat a continué à mener ou encadrer des recherches ; elle a ainsi réalisé une enquête sur les itinéraires d'hommes et de femmes travaillant à temps partiel, étudié d'autres coordinations, et participé activement à des études sur le thème de l'articulation santé et travail. Elle a également dirigé de grosses études comparatives entre la France et la Bulgarie, qui avaient d'importants volets de travail sur le terrain. On se reportera à la bibliographie à la fin de ce rapport, où sont répertoriées les principales publications concernant ces élaborations théoriques<sup>19</sup>.

---

<sup>15</sup> Programme interdisciplinaire de recherche sur la technologie, le travail, l'emploi et les modes de vie, du CNRS et de la MIRE du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

<sup>16</sup> Françoise Imbert, « Une approche de la coordination infirmière » (1990). A l'époque, les coordinations pouvaient apparaître comme un phénomène nouveau, malgré leur proximité avec d'autres formes de lutte en France ou à l'étranger (comités de grève en France dans les années 30, comités de base en Italie).

<sup>17</sup> Sur ce point, voir par exemple Neveu, 2019.

<sup>18</sup> Frybes, Visier, 1990, 1993. Sur ce renouveau, voir aussi Sommier, 2003.

<sup>19</sup> Voir également la bibliographie assez exhaustive (mais s'arrêtant en 2010) de l'ouvrage intitulé Travail et rapports sociaux de sexe, rencontres autour de Danièle Kergoat (Dunezat et al., 2010).

## **1.4-Rapport personnel à l'objet d'enquête**

Pour terminer sur la genèse de l'enquête, il faut dire quelques mots du rapport personnel que Danièle Kergoat entretient avec son objet. Tout d'abord, de manière générale, le travail constitue un objet qui l'a mobilisée dès l'enfance : « *depuis que je suis petite, je m'interroge sur comment les gens font pour tenir, pour militer, pour se révolter, parce que ça ne me semblait pas évident du tout, mais pas du tout, de trouver la force de faire tout ça, alors que dans la vie quotidienne on est déjà pesamment chargé* ». Son inscription familiale dans un milieu social ouvrier a beaucoup à voir avec son intérêt pour le mouvement ouvrier et la dénonciation de leurs conditions de travail dégradées, leur résistance à ces conditions, soit la dialectique domination / luttes<sup>20</sup>.

Durant ses études, elle a milité au FUA (Front Universitaire Antifasciste), et a eu des responsabilités à l'UNEF. Une fois entrée dans la vie professionnelle, elle a milité tant au sein du mouvement syndical qu'en celui du féministe : à ce sujet, elle indique avoir mené ces recherches « *sur mes deux jambes, parce que par ailleurs je militais syndicalement, et je militais au niveau des mouvements des femmes. Et je militais dans des comités de syndicats de femmes. A mes yeux, ça faisait un ensemble cohérent entre la pratique militante et la pratique sociologique* ». Néanmoins, elle indique que les questions qu'elle s'est posées ne sont pas de nature idéologique ou politique mais proprement sociologiques : « ce n'est pas tant le féminisme qui m'a amenée à me poser des questions, c'est d'abord le terrain » (Kergoat, 2010a). On reviendra plus loin sur la problématique de l'équilibre entre engagement et distanciation face aux enquêtées, à propos des relations que Danièle Kergoat a pu développer et entretenir avec certaines infirmières mobilisées.

## **2- Ancrages théoriques<sup>21</sup>**

### **2.1-Les influences théoriques générales de l'enquête**

Parmi les auteurs ayant influencé de manière générale la pensée de Danièle Kergoat, on note d'abord une place limitée des références à Marx, même si le contexte politique et social étant imprégné de la théorisation marxiste, il fallait bien se situer personnellement. On note également une critique de la sociologie des organisations, de la sociologie des relations professionnelles, des théories de la régulation et de l'intégration sociale; pour la chercheuse, les rapports entre hommes et femmes n'entrent pas, sinon à la marge, dans ces champs épistémologiques – par exemple, la théorie du lien social est insuffisante pour rendre compte du réel observable en ce qui concerne les rapports de genre (Kergoat, 2010b).

Par contraste, la sociologie féministe matérialiste constitue un élément central de sa pensée ; cette sociologie qui est une sociologie critique, met en avant les rapports sociaux. Et c'est à travers la problématique de la division sexuelle du travail que Danièle Kergoat met en évidence « les rapports de pouvoir qui produisent des hommes et des femmes » (Galerand, Kergoat, 2014). Ces rapports de pouvoir ne sont pas à entendre dans le sens qu'en donne

---

<sup>20</sup> Sur ce point, voir Hirata et Kergoat, 2017.

<sup>21</sup> Il s'agit de donner un éclairage sur les ancrages théoriques de l'enquête à l'époque où elle a été produite, et non pas sur l'ensemble de la pensée de Danièle Kergoat. Cependant, compte tenu de la spécificité de son parcours, et du statut de cette enquête pour la théorisation des rapports sociaux de sexe, on sera amené à évoquer des publications postérieures.

Michel Foucault, ni dans le sens qu'en donne la sociologie bourdieusienne attentive aux phénomènes de domination et de reproduction (*ibid.*), même si des proximités existent avec cette dernière. Selon Danièle Kergoat, c'est une sociologie critique au sens où elle rend compte de façon matérialiste de la domination masculine, mais avec l'horizon de l'émancipation potentielle des femmes.

Pour comprendre ce point, il faut revenir sur la relation que la chercheuse entretient avec les féministes matérialistes « historiques », avec qui elle avait des contacts à la fois personnels, scientifiques et militants, tout en gardant une distance à la fois sociale et théorique avec elles, distance qu'elle relie à une différence de prise en compte des phénomènes de domination de classe et des résistances possibles des femmes : « *Moi, ce n'était pas tout à fait ça, c'était vraiment les mécanismes de domination, et comment on résiste aux mécanismes de domination* ».

Parmi les autres auteurs qui ont compté pour elle, Danièle Kergoat souligne l'influence de Richard Hoggart (1957) : « *Hoggart était quelqu'un qui parlait de la réalité que moi j'avais pu connaître et dont personne ne se souciait beaucoup* ». Autres influences marquantes, celle d'Angela Davis, notamment son ouvrage *Women, Race, & Class* (1981) et celle de Bourdieu et Passeron à travers, tout d'abord, *Les héritiers*.

L'enquête sur les infirmières est pour sa part marquée par une diversité de regards disciplinaires.

## **2.2- Une diversité de regards disciplinaires**

L'enquête comporte trois dimensions disciplinaires principales : une dimension de sociologie du travail et des professions ; une dimension – secondaire – de sociologie des mouvements sociaux ; et, de manière plus transversale, une dimension de sociologie des rapports sociaux de sexe. Une quatrième dimension, résiduelle, marquée par l'influence de la psychodynamique du travail, doit également être soulignée.

### **2.3.1- Un ancrage principal en sociologie du travail**

Plusieurs enjeux doivent être soulignés ici.

L'enquête s'inscrit tout d'abord dans une dynamique de recherches visant à étendre la notion même de travail. Dans un texte plus tardif (Galerand, Kergoat, 2014), Danièle Kergoat resitue le contexte des années 1970 et 1980, où le débat portait sur l'extension du concept de travail, de sa définition ; il s'agissait notamment de donner au travail domestique le statut de travail à part entière<sup>22</sup>. Cette dynamique a entraîné une remise en cause du cloisonnement entre sociologie du travail et sociologie de la famille, ce dont témoigne par exemple le sous-titre du livre collectif *Le sexe du travail. Structures familiales et système productif* (1984) auquel la chercheuse a contribué (Kergoat, 1984b).

L'enquête répond également à un autre enjeu, celui de la « qualification », notion centrale de la sociologie du travail de l'époque. En mobilisant ses travaux antérieurs sur les ouvrières, Danièle Kergoat utilise le prisme de la qualification pour analyser la division sexuelle du travail au sein de la profession infirmière<sup>23</sup>. Notons ici que la notion de profession d'infirmière n'est

---

<sup>22</sup> Le travail désigne désormais toutes les activités humaines de production, qu'il s'agisse de la production économique ou plus largement de la production « du vivre en société » (Godelier, 1982 ; Hirata & Zarifian, 2000).

<sup>23</sup> Kergoat & Imbert, « Qualification et rapports sociaux de sexe » (1990)

apparue que très tard : le premier diplôme d'Etat est créé en 1922, la profession restant divisée entre plusieurs métiers et de nombreuses spécialités, la première définition unifiée de la profession datant de 1943.

L'enquête interroge la valeur socialement attribuée au travail des infirmières, à travers l'étude de la tension entre deux conceptions de la qualification : d'une part la qualification pensée comme l'acquisition d'une compétence professionnelle – ce qui confère une valeur sociale élevée au travail qui en résulte ; d'autre part une qualification pensée comme la mise en pratique de « qualités » ou de capacités « naturelles » – ce qui confère une valeur sociale plus faible à ce même travail<sup>24</sup> d'autant qu'il relèverait de la « simple » vocation personnelle. Le lien avec l'approche en termes de rapports sociaux de sexe est ici très fort, puisque la définition de la qualification, loin d'avoir une nature substantielle, est selon cette perspective, toujours le résultat de ce qui se joue en permanence dans les différents rapports sociaux (de classe, de sexe, etc.) et dans leur articulation<sup>25</sup>. On y reviendra plus loin.

### 2.3.2- Un ancrage secondaire en sociologie des mouvements sociaux

La seconde dimension de l'enquête s'inscrit dans la sociologie des mouvements sociaux. Ici il faut souligner que Danièle Kergoat a plus ou moins découvert cette littérature lorsqu'elle a réalisé l'enquête : « *Enfin, je connaissais le mouvement ouvrier, mais la littérature sur le mouvement social, je la connaissais mal. Donc j'ai lu et sincèrement, j'ai eu le sentiment que ça ne m'aidait pas à comprendre la Coordination Infirmière* »<sup>26</sup>. On ne trouve finalement que des références à des travaux inscrits dans l'approche tourainienne<sup>27</sup>, qui était encore quasiment la seule, à l'époque, à s'intéresser en France aux « nouveaux mouvements sociaux »<sup>28</sup>. La chercheuse critique néanmoins cette approche, mise en œuvre sur la coordination infirmière par deux sociologues à Paris et à Montpellier<sup>29</sup>, estimant qu'elle présente le défaut de privilégier a priori le sens du mouvement (autrement dit sa dimension symbolique) sans considérer les formes d'organisation et leur rôle sur l'expression des revendications. Un autre problème était posé par le manque d'immersion dans le mouvement.

Ce qui manquait également, selon la chercheuse, à cette époque, c'était une réflexion sur les rapports sociaux de sexe dans les études sur les mouvements sociaux. D'où la conceptualisation de « mouvements sociaux sexués » qu'elle a ensuite proposée sur la base de cette enquête : « *on étudiait un mouvement de femmes, c'était des femmes, point. Les rapports sociaux de sexe n'étaient pas étudiés comme source de dynamisme, négatif ou positif bien évidemment, dans le mouvement. Ce que moi j'ai essayé de faire, d'où l'appellation mouvements sociaux sexués* » (cf. infra).

---

<sup>24</sup> Kergoat, 2010b.

<sup>25</sup> Sur ce point, voir Daune Richard, 2003.

<sup>26</sup> On notera qu'il n'y a pas eu de dialogue possible avec le travail, en science politique, de Patrick Hassenteufel sur les coordinations, publié 1 an après la fin de l'enquête (Hassenteufel, 1991).

<sup>27</sup> Kergoat, « Mouvement social et coordinations : un état de la question » (1990).

<sup>28</sup> Sur les « nouveaux mouvements sociaux », voir Neveu, 2019.

<sup>29</sup> Il s'agit du rapport élaboré par Laurent Visier et Marcin Frybes sur la coordination des infirmières, à la demande de la CFDT, selon la méthode de l'intervention sociologique (1990, 1993). Les auteurs ont notamment réalisé 2 groupes de 14 à 15 personnes, l'un à Paris et le second à Montpellier.

### 2.3.3- Travailler les rapports sociaux de sexe et de classe

Il faut ici faire un détour relativement long pour remettre en contexte l'approche que Danièle Kergoat a des rapports sociaux de sexe, afin de comprendre la manière dont elle l'a mobilisée pour étudier la coordination des infirmières.

Pour la chercheuse, c'est d'abord Nicole-Claude Mathieu (1971) qui, au début des années 1970, a permis, en France, de sortir les catégories de sexe de leur simple fonction d'étiquetage (Galerand, Kergoat, 2014b). Il s'agissait ensuite de détricoter les rapports sociaux de sexe et de classe, afin de comprendre comment ils s'imbriquaient. La conceptualisation de la « division sexuelle du travail » a alors permis de penser l'intrication dynamique des rapports sociaux de sexe et de classe, leur consubstantialité, le fait qu'ils se configurent mutuellement (Kergoat, 2012).

Cette intrication des différents rapports sociaux est saisie via la notion de consubstantialité, un concept métaphore permettant de saisir la complexité des rapports sociaux, un et divers en même temps : *« la consubstantialité, c'est repris d'un terme théologique, c'est le père, le fils et le Saint-Esprit dans la religion catholique. C'est assez extraordinaire comme concept, parce que, tous les trois, ils sont différents, et ils sont les mêmes. C'est ça qui m'a accrochée dans la consubstantialité, parce que les rapports sociaux sont tous différents mais en même temps sont tous les mêmes, parce qu'ils sont tellement intriqués qu'il y a des tas de moments où vous ne pouvez pas expliquer la domination seulement par un seul rapport social. Comme dans le cas des ouvrières, il ne faut vraiment pas additionner les deux, mais voir comment les deux s'interpénètrent, comment se fabriquent les rapports de sexe et comment les rapports de sexe vont fabriquer des rapports de classe »*<sup>30</sup>.

Au niveau de la société globale, le rapport social correspond à une tension qui traverse l'ensemble de la société, laquelle tension se « cristallise en enjeux autour desquels les êtres humains sont en confrontation permanente ». Les groupes sociaux se constituent autour de ces enjeux, eux-mêmes multiples. L'enjeu spécifique des rapports sociaux de sexe est le travail, dans son sens large, c'est-à-dire défini à la fois comme travail « salarié » ou « professionnel » mais aussi comme travail « domestique » (Kergoat, 2010b). Dans cette perspective, la division sexuelle du travail se caractérise avant tout par l'assignation prioritaire des hommes à la sphère productive (i.e. le monde de la production économique au sens commun du terme) et des femmes à la sphère reproductive (i.e. aussi bien le milieu familial – produire et élever les enfants – que les métiers visant la reproduction de la force de travail) ; elle se caractérise également par le fait que les hommes tendent à capter les fonctions à forte valeur sociale ajoutée, auxquelles sont associées des qualifications ou compétences élevées<sup>31</sup>. Pour Danièle Kergoat, le mouvement des infirmières coordonnées est un révélateur du rapport salarial sexué. Il s'agit dès lors de comprendre comment les rapports sociaux de sexe, à l'intérieur de ce mouvement social, concourent à formuler les objectifs de lutte, objectifs qui peuvent devenir des enjeux collectifs pour les hommes et pour les femmes mobilisés<sup>32</sup>.

En termes opérationnels, Danièle Kergoat propose de faire une distinction entre deux choses : d'un côté, ce qui est observable empiriquement, la « relation sociale » – celle-ci renvoie à un phénomène immanent, se produisant au fil des rencontres entre des individus concrets ; et,

---

<sup>30</sup> Sur ce point, voir également Kergoat, 2009.

<sup>31</sup> Sur ce point, voir Guillaumin, 1978.

<sup>32</sup> Kergoat, « Une lecture de la coordination infirmière à partir des rapports sociaux de sexe » (1990).

de l'autre, le « rapport social » proprement dit, qui est à la fois antérieur et postérieur à ces rencontres concrètes, et qui se situe au niveau des groupes sociaux. Autrement dit, le rapport social renvoie à la tension qui traverse la société, mais n'est pas directement observable ou mesurable. Seuls les enjeux se prêtent à une observation empirique directe, à travers les relations sociales concrètes qu'ils génèrent. On se situe ici dans une perspective interactionniste.

La chercheuse distingue deux enjeux fondamentaux : le premier, le contrôle de la procréation, qui n'est pas au centre de ses travaux<sup>33</sup> à l'inverse du second, le travail – ou plutôt la division du travail entre les sexes – qui en est au cœur (Kergoat, 2005) Pour l'enquête sur les infirmières il va s'agir par exemple d'étudier la manière dont les infirmières vont subvertir les fonctions de représentation, notamment dans les luttes entre hommes et femmes pour s'assurer du contrôle du mouvement. Cette distinction lui permet de distinguer ce qui est susceptible de changer au niveau des relations sociales concrètes mais ne bouge pas (ou peu) au niveau du rapport social (Kergoat, 2010a). Dès 1984, elle écrit la chose suivante sur les rapports sociaux, pour souligner la perspective de changement social qu'ils recèlent : « ce qui est important dans la notion de rapport social – défini par l'antagonisme entre groupes sociaux – c'est la dynamique qu'elle réintroduit puisque cela revient à mettre la contradiction, l'antagonisme entre groupes sociaux au centre de l'analyse, et qu'il s'agit bien d'une contradiction vivante, perpétuellement en voie de modification, de re-création ».

#### 2.3.4- Mixité, intersectionnalité, identité et rôle : d'autres approches théoriques présentes mais moins travaillées ou mobilisées dans l'enquête

D'autres approches sont présentes mais moins travaillées ou mobilisées dans l'enquête. C'est le cas de l'approche par la mixité, dont la chercheuse ne se dit pas théoriquement proche, sans y être opposée. Cette approche lui a tout de même servi de point d'appui notamment pour effectuer des comptages des prises de parole au sein des assemblées générales d'infirmières, on y reviendra plus loin. L'approche processuelle des rapports sociaux exclue par contraste de raisonner uniquement sur des catégories fixes, l'idée étant de se focaliser sur la manière dont se construisent ces catégories : « *c'est là-dessus qu'il faut travailler, comment se constituent les catégories* », et pas dire « *voilà, c'est des femmes.* ». *Ça ne veut pas dire grand-chose, c'est des femmes. Précisément parce que elles sont toutes différentes les unes des autres, donc il faut trouver dans quelles situations elles sont différentes* », dans quelles autres elles occupent une position semblable.

L'approche en terme d'intersectionnalité est également critiquée par Danièle Kergoat pour les mêmes raisons : « *c'est des identités multiples, l'intersectionnalité. Or ce qui m'intéresse ce n'est pas la photo à un moment donné de la constellation des différences, c'est voir le travail de ces différences, et comment on en est arrivé, d'abord, à ces constitutions de catégories et, ensuite, comment ça bouge. Pour parler très vite c'est la dynamique qui m'intéresse, ce n'est pas seulement le résultat* ».

Danièle Kergoat prend également des distances avec deux autres notions phares de la sociologie. D'abord la notion d'identité : « *j'ai toujours été mal à l'aise avec ce concept qui est très naturalisant, ça fige un peu les individus, à un moment donné de leur histoire et sur une*

---

<sup>33</sup> Il fait pour sa part l'objet de l'enquête d'Anne-Marie Devreux sur les conditions de vie professionnelle des femmes enceintes, disponible sur beQuali.

*facette de leur personnalité. Or, je ne travaille pas sur les personnalités des gens, je travaille sur leurs pratiques sociales, ce n'est pas du tout les mêmes choses. Et les pratiques sociales sont ambivalents, contradictoires, ambiguës. Donc, la notion d'identité, pour moi, n'a pas beaucoup de sens, c'est réducteur »<sup>34</sup>.*

Il en va également de la notion de rôle, qu'elle considère comme trop enfermante et naturalisante, du moins dans sa version fonctionnaliste des années 1960-70 : *« Quand vous intégrez dans votre pensée le fait qu'il y a des hommes et des femmes, et des rapports sociaux spécifiques entre les deux groupes, vous ne pouvez pas accepter les terminologies des années 60, selon lesquelles il y avait des rôles masculins et des rôles féminins, des rôles figés d'une part et naturalisants d'autre part. Le moins qu'on puisse dire, c'est que la théorisation en termes de rôle reflétait, fidèlement, les rapports de domination existant dans la société entre hommes et femmes ».*

### 2.3.5- L'influence diffuse de la psychopathologie du travail

Un dernier regard, moins central mais important pour comprendre l'originalité de l'enquête, est inspiré par la psychodynamique du travail. Cet intérêt a à voir avec une sensibilité particulière de Danièle Kergoat à la psychologie, depuis ses études universitaires. Pour l'enquête, la chercheuse a été précisément nourrie des thèmes développés par l'approche clinique du travail, notamment l'approche psychodynamique de Christophe Dejours (1988)<sup>35</sup> qui lui *« offrait une façon relativement nouvelle de voir le travail »*. Cette perspective lui a permis d'approcher l'activité de travail comme une *« production de soi »*, en prenant en compte la subjectivité, et en facilitant la conceptualisation de la construction différenciée du masculin et du féminin. Cette approche lui a également permis de saisir l'ambivalence souffrance / plaisir au travail, et donc d'appréhender aussi bien le mal-être et l'angoisse liées aux conditions de travail des infirmières que la lutte pour la reconnaissance de dignité et les dimensions positives du travail. Ce regard lui a ainsi permis de prendre en compte la forme coordination et ses composantes comme des espaces d'expression de la parole sur le vécu du travail, de lien avec le vécu personnel et donc avec la sphère dite privée. Il s'agissait cependant plus, selon la chercheuse, d'une imprégnation, d'une sensibilisation, que d'une véritable mise en application de cette approche.

## **2.4- Question de recherche et niveaux de l'analyse**

On l'a vu, l'enquête débute de manière improvisée, sans question de recherche précise, même si l'interrogation sur les rapports sociaux de sexe irrigue déjà l'intérêt que le mouvement naissant suscite pour Danièle Kergoat. Il s'agissait de compenser la quasi-absence de travaux sur les mobilisations de femmes dans le milieu de travail, ailleurs en tout cas que chez les ouvrières : *« les chercheurs n'avaient jamais réalisé que dans un mouvement social, il y a des hommes et des femmes, et que peut-être, ce n'est pas les mêmes pratiques, ce n'est pas les mêmes logiques, et qu'il y a forcément rencontre entre ces deux formes de pratiques sociales, et que ça crée quelque chose. Alors, entendons-nous bien : il y avait eu des études sociologiques sur tel mouvement de grèves de femmes, des femmes dans le Nord, de Margaret Maruani avec*

---

<sup>34</sup> Dans le projet soumis au PIRTEM, une réflexion sur les usages de la notion d'identité professionnelle dans le mouvement, par les infirmières elles-mêmes, est tout de même proposée, on y reviendra plus loin.

<sup>35</sup> Sur ce point, voir Hirata, Kergoat, 1988.



*Annie Borzeix par exemple<sup>36</sup>. Donc, je ne dis pas que j'ai tout inventé, ce n'est pas ça du tout. Mais elles avaient étudié les luttes de femmes en tant qu'il s'agissait de femmes. Ce n'est pas cela que je voulais faire. Pour moi, il s'agissait d'essayer de comprendre comment les rapports sociaux de sexe au niveau global de la société pouvaient agir sur la mobilisation et sur des formes de luttes, d'une part. Et d'autre part, comment le rapport hommes/femmes se négociait, se déroulait tant à l'intérieur du mouvement social qu'à l'extérieur, dans les rapports avec le gouvernement par exemple, ou les rapports avec les syndicats ».*

Or, à cette époque, le seul mouvement social étudié dans cette perspective était le mouvement des femmes, qui constitue une sorte de type idéal, pur, au sens où il y a superposition des objectifs du mouvement et des rapports sociaux de sexe. De ce fait, il ne pouvait servir de modèle pour analyser les autres mouvements.

Danièle Kergoat et ses collègues commencent à rencontrer les infirmières mobilisées à l'automne 1988, à l'apogée du mouvement. Puis elle commence à en faire un projet de recherche en soi hors financement. Ce n'est qu'en réponse à un appel à projets du PIRTTEM lancé début 1989<sup>37</sup> qu'elle formalise un projet, déposé avec ses collègues au printemps<sup>38</sup> et qui sera financé à partir de l'été 1989, alors que la mobilisation est déjà dans une période de déclin.

Plusieurs hypothèses de travail sont développées dans ce projet. On se reportera au projet lui-même pour l'ensemble des intentions de recherche, pour n'en souligner ici que les principales lignes d'orientation. Une des hypothèses fortes du projet est de critiquer la thèse du déclin des mouvements sociaux, qui était en vogue à la fin des années 1980, ou plutôt du déclin de ses formes traditionnelles avec le mouvement ouvrier, et donc le travail, et son remplacement par les nouveaux mouvements sociaux, c'est-à-dire par des causes plus symboliques<sup>39</sup>. Il s'agissait par exemple d'étudier le paradoxe de l'engagement dans l'action collective lié à la forme coordination – moins organisée, moins structurée, mais qui fonctionne mieux à un moment donné que le syndicat. En d'autres termes, comprendre le passage à l'action collective de personnes qui, d'emblée, semblent se positionner de manière individuelle dans la mobilisation, en raison d'un faible taux de syndicalisation et d'une absence de tradition de luttes chez la plupart des infirmières coordonnées, dans un contexte de refus de la délégation de pouvoir.

Le projet de recherche déposé au PIRTTEM comporte également une dimension comparative : il s'agissait à l'origine de réaliser une comparaison entre la mobilisation des infirmières et d'autres mouvements sociaux organisés en coordination à la même période : instituteurs, cheminots, SCNECMA, Air France, PTT. Le but de la comparaison était de pouvoir contraster plusieurs coordinations qui semblaient a priori fortement ou faiblement féminisées, ce qui

---

<sup>36</sup> Il s'agit du travail de Borzeix & Maruani, 1982, sur une grève d'ouvrières du textile dans le nord de la France.

<sup>37</sup> Appel du 25 janvier 1989, cf. le document *cdsp\_bq\_s10\_pre\_admi\_prog\_pirttem\_notes\_FR1*

<sup>38</sup> Première et 2ème ébauches : *cdsp\_bq\_s10\_pre\_inte\_prog\_projet\_prgrm\_FR1 & 2*; Projet soumis (appelé projet de pré-définition) : *cdsp\_bq\_s10\_pre\_admi\_prog\_projet\_prgrm\_FR* de mars 1989.

<sup>39</sup> Une différence entre ces deux « types » de mouvements, est que les conflits sociaux « classiques », liés à la « question sociale », portent avant tout sur des enjeux d'égalité sociale ou de redistribution des richesses, alors que les « nouveaux mouvements sociaux » se caractérisent par des revendications moins « matérialistes » et davantage symboliques (défense d'identités spécifiques, de styles de vie, de valeurs, etc.).

était censé entraîner un rapport très différent au travail et aux luttes revendicatives via des rapports sociaux de sexe différents, dans un contexte de taux de syndicalisation différents<sup>40</sup>.

Il s'agissait également d'étudier la mobilisation sur différents plans, à différents niveaux. Dans le projet, l'objectif premier était d'étudier la coordination elle-même, saisie au niveau national mais aussi au niveau régional, la coordination étant marquée par sa forme décentralisée. Les chercheuses s'intéressaient notamment aux tensions et articulations entre les différentes strates et organes de la coordination, entre bureau national et bureau Île-de-France, ainsi que les Assemblées générales (AG) à différents niveaux. Un autre aspect important du projet visait à saisir les tensions entre la mobilisation à l'hôpital et l'extension de la mobilisation dans le secteur privé. Enfin, il s'agissait aussi d'étudier la médiatisation de la mobilisation par différents médias (télévision, radio, presse, etc.) et l'usage par les infirmières mobilisées du minitel pour se coordonner – soit l'ancêtre des réseaux sociaux numériques aujourd'hui largement utilisés par les mouvements sociaux<sup>41</sup>.

Suivre ces différentes perspectives impliquait de mettre en œuvre des techniques d'investigation variées, sous la forme d'un dispositif d'enquête multi-méthodes qu'on décrira plus loin : observation, questionnaires, entretiens individuels et collectifs, et recueil de documentation.

Pour cela grâce au financement apporté par le PIRTTEM, les chercheuses ont bénéficié à partir de juin 1989 d'un budget de 88 900 francs TTC<sup>42</sup>, qui leur a permis de continuer l'enquête déjà initiée presque 9 mois plus tôt, notamment pour des transcriptions d'entretiens et des missions en province.

### **3- Terrain**

Afin de comprendre comment le terrain a été réalisé, on reviendra d'abord sur la chronologie du mouvement et de l'enquête, pour ensuite détailler l'organisation générale du travail de collecte des témoignages et des matériaux, avant de passer en revue les techniques d'investigation mises en œuvre. On terminera ce tour d'horizon en disant quelques mots d'une problématique caractéristique de ce genre d'enquête par immersion ethnographique, à savoir la gestion de la bonne distance vis-à-vis du groupe enquêté.

#### **3.1- La chronologie du mouvement et de l'enquête**

Le graphique suivant offre une vue chronologique du mouvement des infirmières<sup>43</sup>. Notons dès à présent que cette chronologie est recentrée sur la période 1988-89, même si la mobilisation a des racines qui remontent à plus loin, et s'est prolongée après 1990, sous d'autres formes.

Au préalable, une précision doit être apportée concernant les termes employés pour désigner ce mouvement et ses composantes. Le terme « coordination infirmière » a jusqu'à présent été utilisé sous sa forme générique pour désigner la forme d'organisation du mouvement, au sens

---

<sup>40</sup> Il faut souligner ici la spécificité du milieu des infirmières, marqué par un taux de syndicalisation très faible (6 à 7 % à l'hôpital) et des syndicats considérés comme peu crédibles.

<sup>41</sup> Sur ce point, voir Kergoat, 1994 ; Granjon, 2001.

<sup>42</sup> Correspond à 75000 frs HT indiqué dans l'avis : cdsp\_bq\_s10\_pre\_admi\_budg\_attribution\_cmpta\_FR1.

<sup>43</sup> Cette chronologie est adaptée de Le Doaré, La coordination infirmière. Chronologie 1988-1989 (1990).

de la sociologie des mouvements sociaux. *La Coordination infirmière* est le nom que s'est donné le syndicat des infirmières mobilisées, créé vers la fin du mouvement, en 1989. D'autres composantes du mouvement des infirmières coordonnées se sont pour leur part incarnées dans d'autres formes syndicales.

La mobilisation émerge donc en mars 1988 suite à de multiples initiatives lancées par plusieurs organisations (notamment l'UNASIIF<sup>44</sup>, la Fédération santé de la CFDT, la coordination des infirmières anesthésistes) en réponse à des malaises professionnels multiples qui se sont cristallisés notamment suite à une décision de la ministre de la Santé de l'époque<sup>45</sup>, qui avait pour conséquence de réformer les modalités d'entrée dans les écoles d'infirmières. Cette réforme retirait notamment l'exigence du baccalauréat (établie en 1984) pour devenir infirmière diplômée d'État, et était perçue par les intéressées comme entraînant une déqualification de leur métier.

Cette phase dite de « prémouvement » se caractérise par un travail important d'émergence de la mobilisation via la mise en place de commissions de travail, l'élaboration d'une plateforme revendicative, la systématisation de contacts avec les hôpitaux, les premières Assemblées générales et des prises de contacts avec les médias. La première grande manifestation est organisée le 25 mars 1988.

A cette phase de pré-mouvement succède une phase de « construction de la coordination ». Via d'abord la mise en place de la coordination des infirmières (regroupant toutes les infirmières, et plus seulement les infirmières exerçant à l'hôpital) au niveau initialement de la région parisienne, le 28 avril 1988. Plusieurs journées de mobilisation nationales articulées grèves et manifestations sont organisées entre fin septembre et début novembre, regroupant jusqu'à 100 000 personnes le 13 octobre. Sur cette période, est mise en place une coordination nationale le 8 octobre, initiative qui essaime en province à partir de la mi-octobre. Cette montée en puissance se traduit par la signature d'un protocole d'accord avec le Ministère de la Santé fin octobre.

Le mouvement entre enfin dans une période de « délitement » à partir du 4 novembre 1988, avec la rupture de l'unité de la coordination suite à des appels à des AG séparées en province (notamment à Montpellier et à Poitiers). Fin 1988 est créée une Union professionnelle organisant la Coordination nationale infirmière (CNI) en syndicat. La Coordination se transforme en une association loi 1901 (le 24 février 1989). L'organisation des Etats généraux infirmiers le 1<sup>er</sup> avril 1989 est la dernière grande initiative de cette mobilisation. Celle-ci se divise alors en deux tendances, l'une restreinte aux infirmières l'autre partisane d'un élargissement aux professions de santé. Si la plupart des infirmières mobilisées restent à la CNI, d'autres partent rejoindre les syndicats existants ou former un nouveau syndicat, le SIAN (Syndicat infirmier Autonome National), dissous par la suite. Notons que le syndicat Coordination Nationale Infirmière est toujours actif en 2020.

Précisons que cette mobilisation n'était pas, dans l'histoire récente, complètement inhabituelle : les chercheuses<sup>46</sup> estiment que la première grande grève professionnelle dans ce secteur date de 1984<sup>47</sup>. Cette année-là, environ 15 000 infirmières, dont de nombreuses

---

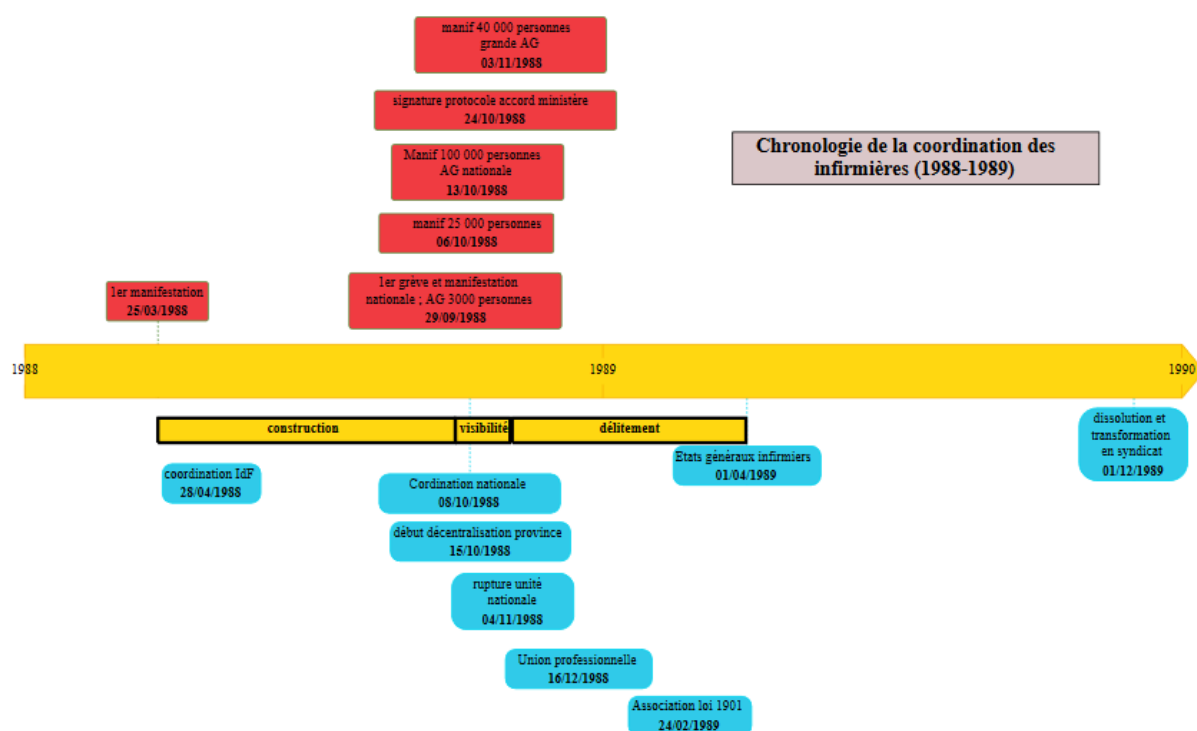
<sup>44</sup> Pour « Union nationale des associations en soins infirmiers et des infirmiers (ères) français ».

<sup>45</sup> Michèle Barzach, second gouvernement Chirac (1986–1988).

<sup>46</sup> Imbert, « Une approche de la coordination » (1990).

<sup>47</sup> Elles sont plus mesurées sur l'existence possible de mobilisations d'infirmières avant 1984 : il ne semble pas qu'il y ait eu de mouvement de grande envergure, mais plutôt des actions ponctuelles, locales.

cadres, avaient entamé une mobilisation (grève, manifestations) pour défendre leur profession. Par ailleurs, d'autres mouvements d'infirmières ont eu lieu dans d'autres pays à la même époque : Pays bas, Grande Bretagne, Québec, RFA, Belgique, Autriche, etc. Une coordination européenne avait même commencé à être mise en place. Par la suite, on observe une résurgence récurrente des mobilisations d'infirmières, la plus récente datant de l'automne 2019.



Le graphique suivant représente l'enchaînement des différentes phases de l'enquête, terrain par terrain. L'enquête est initiée à l'automne 1988, et le 1<sup>er</sup> document daté est une note de lecture<sup>48</sup>, correspondant à la période où Danièle Kergoat entre en contact avec les infirmières coordonnées. Empiriquement, l'enquête débute par des observations, les premiers comptes rendus formels étant datés de janvier 1989, même si on sait que les premières observations informelles ont commencé dès l'automne 1988. Les observations se poursuivent jusqu'en mai 1990<sup>49</sup>, sur une période d'environ 1 an et demi. La plupart des notes d'observations portent sur l'année 1989, et se concentrent en majorité sur le printemps et secondairement sur l'automne.

<sup>48</sup> Datée d'octobre ; voir le document cdsp\_bq\_s10\_ana\_docu\_exql\_dietrich\_notes\_FR ; cela ne présume pas de l'existence de documents plus anciens qui ont pu être accidentellement détruits.

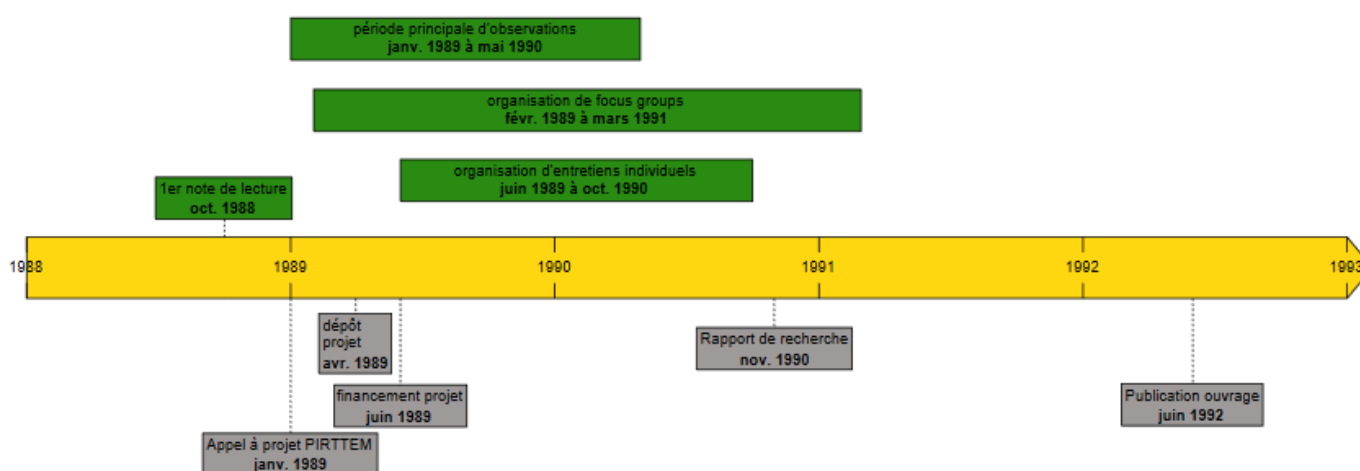
<sup>49</sup> Avec un prolongement ponctuel en octobre (1 note datée).

Les entretiens collectifs démarrent en février 1989<sup>50</sup>, et leur réalisation s'étale jusqu'en mars 1991, sur une période d'environ deux ans<sup>51</sup>.

Les entretiens individuels formels – i.e. enregistrés et transcrits – sont organisés entre juin 1989 et octobre 1990, sur une période d'environ 1 an et demi<sup>52</sup>.

L'ensemble de la collecte de données<sup>53</sup> commence donc avant le financement apporté par le PIRTTEM et s'étale, en plusieurs phases, sur plus de 2 années. La majorité des données sont produites avant le printemps 1990, quelques mois avant la remise du rapport au PIRTTEM (en novembre 1990).

L'information n'est pas indiquée sur le graphique, mais l'essentiel de l'enquête se fait en région parisienne. Un élargissement a lieu en région, essentiellement dans le département des Pyrénées orientales ou dans la région de Montpellier.



## **3.2- L'organisation du travail de collecte des témoignages et des matériaux**

### 3.2.1- La construction d'une équipe de recherche coordonnée

Danièle Kergoat a pris seule les premiers contacts puis a très vite estimé nécessaire de constituer une équipe, étant donné l'ampleur de la tâche : « *j'avais réunion pratiquement tous les soirs. Tous les soirs, j'étais partie à tel endroit ou tel autre. Pendant un an, j'ai dû avoir plusieurs réunions chaque semaine. Donc j'étais vraiment tout le temps avec eux* »<sup>54</sup>. Pour constituer cette équipe, la chercheuse s'est appuyée sur des liens préexistants avec trois collègues :

<sup>50</sup> En fait un premier entretien collectif est organisé en novembre 1988 ; il porte sur des animateurs d'un magazine sur les infirmières dans une radio locale, qu'on retrouve dans la mobilisation.

<sup>51</sup> Leur réalisation est davantage concentrée dans le temps : la majorité (8) est réalisée en 1990.

<sup>52</sup> Ils sont concentrés sur une période de 4 mois entre novembre 1989 et février 1990.

<sup>53</sup> Ne sont pas compris ici d'autres matériaux non datés : les questionnaires (se reporter au journal d'enquête pour les dates de distribution), la collecte de documents de mobilisation (tracts, brochures, comptes rendus de bureaux ou d'AG) ou encore les photographies.

<sup>54</sup> On notera que toutes ces réunions n'ont pas fait l'objet de notes d'observations formelles.

-Hélène Le Doaré<sup>55</sup>, qui était ingénieure d'études au CREDAL, à Paris 8, et travaillait notamment sur la place des femmes dans les mouvements informels, populaires urbains – elle avait en particulier réalisé un travail sur les Brigades rouges en Allemagne. Pour cette enquête, elle a surtout travaillé sur la chronologie de la coordination.

-Danièle Senotier, qui était assistante de recherche au Gedisst et collaborait avec Danièle Kergoat depuis le début des années 1980, sur les thèmes de l'emploi féminin et la qualification ouvrière : « *elle avait fait des études d'histoire (...) Je trouvais que vraiment il fallait une approche historique pour contextualiser, et Danièle était tout à fait bien pour ça* ». Cette dernière a plutôt investi une approche historique destinée à appréhender le statut de l'hôpital et des infirmières, et ses changements depuis les années 50.

-Françoise Imbert, qui était à l'époque chargée de recherche CNRS au CSU, spécialisée en sociologie du travail, avec des recherches portant sur la gestion sociale de la force de travail ainsi que les transformations des techniques et de l'organisation du travail. Les deux chercheuses se connaissaient bien, puisqu'elles travaillaient dans le même bâtiment. Selon Danièle Kergoat, « *elle n'avait pas de recherche à ce moment-là, de contrat, et elle trouvait cette thématique intéressante* » ce qui a fait qu'elle a intégré l'équipe, notamment pour suivre la mobilisation sur le terrain.

Une division du travail a ainsi été mise en place entre ces 4 membres de l'équipe de recherche. Danièle Senotier était « *très bloquée niveau emploi du temps* » et ne pouvait pas se déplacer ou assister aux événements qui se tenaient en soirée. Hélène Le Doaré, ne pouvant se déplacer, a contribué à l'enquête sur un plan essentiellement théorique. Au départ, Danièle Kergoat se retrouvait seule dans les réunions d'infirmières. Elle s'est coordonnée avec Françoise Imbert pour aller soit aux mêmes réunions, soit à des réunions différentes.

De cette collaboration découle l'importance d'un journal de bord collectif écrit à 4 mains<sup>56</sup> : « *c'était important qu'on ait un journal comme ça, parce que on était quatre, Dont deux qui n'allaient jamais sur le terrain, l'une, Françoise, qui y allait un peu, et moi, qui y allais beaucoup. Donc, il fallait qu'il y ait un minimum de passation de l'information* ». C'était un journal de bord, ou journal d'enquête, qui servait à tout : noter les prises de contact avec les enquêtés, des premières impressions, des hypothèses de travail, ou tout simplement des aspects logistiques très concrets comme leurs dates de congés. Ce cahier était conservé dans le bureau de Danièle Kergoat mais les trois autres membres de l'équipe de recherche le consultaient et le complétaient à loisir. La 1<sup>er</sup> entrée du journal d'enquête est datée du 14 février 1989, lorsque démarre l'enquête collective. La dernière entrée est datée du 15 décembre 1991, soit environ 3 ans après le début de l'enquête.

Notons que d'autres personnes de sa famille ont collaboré à l'enquête menée à Perpignan. La sœur de Danièle Kergoat d'abord, de par ses relations militantes, qui lui ont permis de prendre des contacts. Ensuite, en tant que vacataire, la belle-mère de Danièle Kergoat, Christiane Hesnard : cette dernière habitant dans les Pyrénées orientales, elle a été chargée d'organiser les contacts avec certaines enquêtées et institutions (l'hôpital psychiatrique de Thuir par exemple) et a participé à certains entretiens et à leur transcription, essentiellement sur la période février-mars 1990.

---

<sup>55</sup> Elle s'était déclarée à ¼ temps sur le projet PIRTTEM alors que les autres s'étaient déclarées à ½ temps.

<sup>56</sup> Voir le document cdsp\_bq\_s10\_pre\_meth\_prog\_collectif\_notes\_FR, de 71 pages.

### 3.2.2-Les resserrements du terrain<sup>57</sup>

Un premier resserrement des ambitions initiales concerne l'objet « coordination ». Le projet déposé au PIRTTEM envisageait de comparer plusieurs mouvements sociaux s'étant organisés sous forme de coordination à la fin des années 1980. En pratique, les chercheuses se sont focalisées essentiellement sur la coordination des infirmières, afin de pouvoir creuser réellement la problématique des rapports sociaux de sexe : *« à partir du moment où on étudiait plusieurs mouvements sociaux, ça devenait vraiment un autre type d'étude, et c'est vrai que moi, ce que je maîtrisais à peu près, c'était les rapports hommes/femmes au sein d'un mouvement social, comment se générait une dynamique revendicative, et donc comment cela modelait, en partie, les revendications. C'était ça qui m'intéressait, et je savais à peu près appréhender ces problèmes. Mais appréhender un ensemble de coordinations, donc un mouvement social au niveau national, c'était autre chose »*. Selon la chercheuse, ces mobilisations se donnaient toutes le même nom de « coordination » mais avaient peu à voir les unes avec les autres ; en d'autres termes il aurait fallu construire la comparaison, et ce n'était pas l'objet de l'enquête. D'autre part, il aurait été nécessaire de prendre en compte les spécificités du travail dans ces différents univers professionnels, et donc de mettre en comparaison la dimension du travail spécifique à chaque coordination de métier. Malgré leurs efforts pour tenter de suivre ces autres coordinations, elles ont eu le *« sentiment d'être noyées sous le flot d'informations à traiter. Même humainement, on ne pouvait pas suivre une deuxième coordination comme j'avais suivi les infirmières, donc on a amassé des choses, puis au bout d'un certain temps on a abandonné »*. Néanmoins, elles ont réussi à saisir une partie de la coordination des instituteurs, dont il reste des traces dans les archives mises à disposition<sup>58</sup>.

Un deuxième resserrement concerne le groupe professionnel étudié. Dans les premiers temps de l'enquête, il a été question d'intégrer l'étude du groupe des médecins et celui des aides-soignantes, c'est-à-dire ceux dont, à l'hôpital, les infirmières sont le plus proches ; toutefois la coordination s'étant constituée sur une base professionnelle regroupant uniquement les infirmières, les spécificités de la coordination ont fortement induit le spectre de l'enquête. Néanmoins ces deux groupes professionnels ont quand même été pris en compte à la marge. S'il n'y a pas eu d'entretiens réalisés avec des médecins, certains ont été rencontrés durant les observations en hôpital. Quelques aides-soignantes l'ont été de manière informelle ; ce faisant il s'est agi de comprendre pourquoi les infirmières coordonnées menaient une lutte catégorielle, malgré les critiques que cela a suscité autour d'elles. Ce trait interpellait la chercheuse *« parce qu'elles [les infirmières coordonnées] avaient une manière d'appréhender le social, d'appréhender les luttes, les mobilisations, extrêmement ouverte. Elles ne fonctionnaient pas en cercle fermé. Pas du tout, mais elles pensaient que c'était leur lutte à elles et ça je ne comprenais pas, donc je voulais vraiment le comprendre. Donc, j'ai rencontré quelques aides-soignantes, plutôt de façon informelle »*.

Un troisième resserrement concerne les lieux de l'enquête. L'enquête a majoritairement été menée en région parisienne. Quelques observations ont été réalisées en province : une à

---

<sup>57</sup> Ces resserrements étaient prévus dès le projet soumis au PIRTTEM, étant convenu que l'ensemble des pistes de travail proposées ne pourraient pas faire l'objet d'une étude systématique.

<sup>58</sup> D'autres interactions (prises de contacts, réunions, etc.) ont eu lieu avec certaines autres coordinations (cheminots, SNECMA, AIR France, etc.), qui n'ont pas forcément donné lieu à la production de notes, ou dont il ne reste pas de traces dans les archives.

Montpellier<sup>59</sup>, deux à Poitiers<sup>60</sup> et une dernière à Thuir<sup>61</sup>. Quelques entretiens individuels et quelques entretiens collectifs ont été menés dans le Sud-Est (dans la région de Perpignan et dans celle de Montpellier et de Nîmes, cf. supra). On compte ainsi 8 entretiens « délocalisés » dont les transcriptions ont été conservées : 5 entretiens individuels réalisés dans les Pyrénées orientales, ainsi que dont 3 entretiens collectifs réalisés vers Perpignan (n=1) ou vers Montpellier (n=2).

### 3.2.3- L'entrée « improvisée » sur le terrain

L'enquête s'apparente à une immersion ethnographique marquée par de nombreuses observations réalisées sur une période assez longue, ainsi que par une démarche de restitution et de mise en discussion avec les acteurs du mouvement social.

Le processus de recherche est d'abord marqué par un temps d'imprégnation relativement long avant de déposer un projet d'enquête sociologique : *« quand on commence à étudier un objet sociologique, en général, il y a déjà des gens qui en ont parlé. Sur la coordination infirmière, il n'y avait rien, et pour cause, mais il y avait des articles de journaux, beaucoup, de la presse, télé, etc. Et quand j'ai commencé à l'étudier, je me suis dit je n'ai rien à dire, je n'ai rien à ajouter. Il a fallu un lent processus d'imprégnation de leurs pratiques sociales pour que je commence à me dire que non, on pouvait en tant que sociologue apporter un éclairage qui ne soit pas celui d'un journaliste, qui ne soit pas celui d'un militant et qui ne soit pas non plus celui d'un sociologue tourainien. Mais cela s'est construit au fil des mois (...). Au début je n'imaginais pas du tout que l'on ferait une enquête. J'y suis allée la fleur au fusil, je ne savais pas ce que j'allais en faire, je n'avais pas de problématique, je n'avais rien du tout, juste une immense curiosité et un respect certain pour ces femmes »*. Le projet déposé au PIRTEM intègre cette première phase d'imprégnation qui a permis d'élaborer, via une première exploration sur le terrain, une problématique de recherche.

L'ancrage sur le terrain s'est ensuite fait par « boule de neige » : *« j'ai rencontré ces filles à la réunion dont je parlais, très vite on est devenues assez copines. J'ai tout de même passé des heures et des heures près d'elles, mais des nombres d'heures incroyables, donc ça crée des liens forcément, et comme elles m'ont bien acceptée, ça s'est bien passé, donc petit à petit j'ai commencé à comprendre des choses, et j'ai eu des contacts de plus en plus larges »*, comme cela se passe généralement dans toute enquête ethnographique. Ensuite il y a eu, comme on l'a vu, un élargissement volontaire vers la province : *« au bout d'un certain moment, j'ai voulu voir les différents niveaux de mobilisations, j'ai voulu voir les AG, comment ça s'articulait, comment ça se passait en province.*

La démarche d'enquête générale est donc ethnographique, au sens où la posture d'enquête évolue en fonction de l'approfondissement du terrain. Cette dimension est visible lorsqu'on considère par exemple la présentation de l'enquête qui était faite aux infirmières mobilisées : *« la présentation de l'enquête variait tout au long des mois. Au début j'ai dit « écoutez, je suis sociologue, je m'intéresse aux mouvements sociaux, je suis féministe, vous êtes des femmes, donc, voilà, ça m'intéresse doublement »*. Et je leur disais que je demandais à être là, présente,

---

<sup>59</sup> Le 4 novembre 1989, cdsp\_bq\_s10\_col\_obse\_terr\_ag34041189\_notes\_FR

<sup>60</sup> Le 16 décembre 1989 : 1 matin et 1 après midi : cdsp\_bq\_s10\_col\_obse\_terr\_agcni161289\_notes\_FR1 & cdsp\_bq\_s10\_col\_obse\_terr\_agcni161289\_notes\_FR2

<sup>61</sup> Le 1<sup>er</sup> mars 1990, cdsp\_bq\_s10\_col\_obse\_terr\_thuir\_notes\_FR



*le plus possible, et on passait un accord Et que bien sûr, il allait de soi que nous respecterions l'anonymat des gens. Petit à petit, en avançant, je leur racontais ce que je faisais, et ce que nous faisons, puisque là, Françoise participait. Par exemple, à Curie, à Perpignan ou ailleurs, on disait ce qu'on croyait comprendre de la situation, et on repartait de la situation présente pour poser de nouvelles questions ».* Ce trait est notable lorsqu'on considère les débuts des transcriptions d'entretiens, qui évoluent au fil du temps, marquant l'évolution de l'interrogation. On y reviendra plus loin.

### **3.3-Retour sur les techniques d'investigation mises en œuvre**

Vont être détaillés, par ordre chronologique : les observations, en tant que dispositif central de l'enquête, puis les questionnaires qui ont été administrés à l'occasion de ces observations ; ensuite, les entretiens, collectifs et individuels ; et enfin le recueil des autres sources documentaires.

#### **3.3.1- Les observations, dispositif central de l'enquête**

Si les premières observations informelles datent de l'automne 1988, les premières traces de notes formelles datent de janvier 1989<sup>62</sup> ; les notes se déploient jusqu'au printemps 1990. Sur cette période, Danièle Kergoat et Françoise Imbert ont observé de nombreuses AG de la coordination nationale ou de la coordination Ile-de-France, de nombreuses réunions du Bureau national de la coordination ou du bureau de la coordination Ile-de-France, d'autres manifestations de la mobilisation (Etats généraux infirmiers, Salon infirmier, etc.), ainsi que des AG de quelques hôpitaux parisiens. Dans le rapport remis au PIRTTEM en novembre 1990, elles estiment avoir observé un peu moins d'une centaine (95) de ces réunions. Notons que ces séances observées étaient souvent très longues, de l'ordre de plusieurs heures. On notera également que la majorité des notes archivées sont réalisées par Danièle Kergoat seule<sup>63</sup>, un certain nombre étant réalisées par Françoise Imbert seule, et d'autres encore par les deux chercheuses conjointement. Quelques observations ont également été réalisées par Danièle Senotier<sup>64</sup>.

Dans le projet soumis au PIRTTEM on trouve des traces des critères d'observation mis en œuvre ; il s'agissait notamment de noter les informations suivantes : présences, mandats, prises de parole, types d'interventions, mobilité physique dans la salle, facilité d'élocution, comptage sexué des observateurs/délégués/membres des bureaux.

Les notes sont souvent très fournies. Danièle Kergoat les prenait essentiellement *in situ*, à découvert : *« je me mettais dans un coin de l'amphi, et j'écrivais à toute allure, et quand j'étais dans les réunions du bureau national, je prenais des notes devant eux. Ils savaient que je prenais des notes. Ils savaient d'autant plus qu'ils me voyaient. Alors c'est vrai qu'après, comme tous les sociologues font, si j'avais oublié quelque chose, ou une ambiance, par exemple, que je n'avais pas notée, je le notais après coup. Mais l'essentiel, c'était in situ ».*

---

<sup>62</sup> En réalité il existe une note produite fin novembre 1988 à l'occasion d'une réunion des Cahiers du féminisme, où visiblement des infirmières mobilisées avaient été invitées, ainsi que des médecins ; Danièle Kergoat y restitue ses premières appréhensions de la mobilisation ainsi que des premières hypothèses de travail.

<sup>63</sup> Il en va de même des notes d'observation de réunions de la coordination des instituteurs (dont 1 en collaboration avec Hélène Le Doaré)

<sup>64</sup> Dans les archives, 3 de ces notes ont été réalisées par Danièle Senotier seule, et 2 autres en collaboration.

Il y avait aussi un travail de synthèse après coup quand Françoise Imbert et Danièle Kergoat avaient observé les mêmes réunions : « *bien sûr, il y en avait une qui avait noté des choses, l'autre d'autres choses, donc on compilait après. On allait boire un pot, ou on se réunissait le lendemain, on confrontait nos notes, et on synthétisait* »<sup>65</sup>.

On doit souligner une différence de pratique de notation entre Françoise Imbert, qui semble avoir pris des notes mettant l'accent sur une description de la scène d'observation, et Danièle Kergoat, qui semble avoir réalisé de quasi comptes rendus de prises de parole – avec donc une attention plus forte à la restitution précise des discours tenus durant les réunions.

Les chercheuses ont également observé, à la marge, le travail des infirmières, essentiellement dans 2 institutions parisiennes, l'hôpital Tenon (situé tout près du domicile de Danièle Kergoat) et l'institut Curie<sup>66</sup> : « *Mais il n'y a qu'à Curie que je suis vraiment restée dans le service, j'ai discuté avec des médecins, et des infirmières, j'ai assisté à une ou deux transmissions. Et c'était passionnant !. Si j'ai fait ça, c'était pour appréhender un peu mieux le métier d'infirmière, et l'organisation qu'il y avait dans les hôpitaux, et donc, mieux comprendre leur mécontentement* ».

Outre ces formes d'observation de l'activité de mobilisation ou de l'activité de travail des infirmières, les chercheuses ont également mis en œuvre une approche de l'observation par comptages, afin d'objectiver la mixité des prises de parole durant les réunions<sup>67</sup>. Cela s'est traduit par de multiples mesures du nombre relatif d'homme et de femmes à tous les niveaux du mouvement où elles ont collecté de l'information. Elles se sont ensuite demandé quels effets avait cette mixité et comment elle était gérée dans la vie quotidienne du mouvement.

### 3.3.2-Les questionnaires

Une des spécificités de cette enquête est que des questionnaires ont été passés à l'occasion d'observations réalisées dans les instances de la mobilisation ou dans certains sites de travail des infirmières, ceci afin d'objectiver un certain nombre d'aspects de la mobilisation, qu'il s'agisse des dimensions sociographiques caractéristiques des groupes d'infirmières mobilisées, ou encore des rapports sociaux de sexe traversant la mobilisation.

En pratique, les questionnaires ont été passés en plusieurs fois, au fil de l'eau, au gré des opportunités. Ils sont évolutifs, au sens où les questions posées ne sont pas exactement les mêmes d'une séquence à l'autre. Avec ce protocole, il s'agissait pour les chercheuses de mieux connaître le mouvement, de constituer un fichier exploitable pour des contacts ultérieurs, et de tester ultérieurement un questionnaire pour un usage plus large – ce dernier protocole n'a finalement pas pu être mis en œuvre. Il s'agissait donc, au départ du moins, de cibler très large pour pouvoir ensuite resserrer si besoin, dans une démarche exploratoire : établir la sociologie du mouvement, resituer les infirmières mobilisées dans un système idéologique, etc.

Pour rendre plus concrètes les conditions de passation de ces questionnaires, voici une restitution tirée d'un chapitre produit pour le rapport de 1990<sup>68</sup>. Le chapitre est basé sur

---

<sup>65</sup> On notera également que certaines notes se finissent par une synthèse réalisée par Danièle Senotier.

<sup>66</sup> Cf. *cdsp\_bq\_s10\_col\_obse\_terr\_curieradio\_notes\_FR*, Notes d'observation au service de radiothérapie de l'hôpital Curie, par DK et DS, 17/05/1990. Aucune archive n'a été conservée pour Tenon. Plusieurs focus groups ont été réalisés avec des infirmières de Curie.

<sup>67</sup> Kergoat, *La gestion de la mixité dans un mouvement social* (1990).

<sup>68</sup> Senotier, Kergoat, « Qui sont-elles ? un sondage auprès des participantes d'AG d'IdF », 1990. Le chapitre se base sur l'exploitation de 59 questionnaires rendus sur 70 personnes présentes ce jour-là.

l'exploitation d'un questionnaire passé le 10 mai 1989 lors d'une AG d'Ile-de-France de la coordination, donc dans un contexte de reflux de la lutte. Les chercheuses avaient préalablement obtenu l'aval du bureau Ile de France avant de le faire passer, puis elles ont présenté oralement les objectifs et hypothèses de la recherche et le questionnaire devant les membres du bureau avant de le distribuer ; le questionnaire a ensuite été rempli durant l'AG, la plupart remis à la main, les autres, une dizaine environ, renvoyés par courrier. Cela a souvent été le mode d'administration : distribution en situation (soit au cours d'une réunion du mouvement, soit au cours d'une présentation / intervention quelconque des chercheuses), après l'avoir expliqué de vive voix en collectif, demande aux personnes de le remettre à la fin ou de le renvoyer par la poste. Il ne s'agissait donc pas d'une passation en face-à-face, mais d'une pratique par ailleurs usitée en sociologie des mouvements sociaux.

Notons que les questionnaires ont joué un rôle central pour nourrir la dimension ethnographique de l'enquête : à cette occasion, les chercheuses constatent une surreprésentation dans la mobilisation des infirmières hospitalières dans des services de forte technicité, ainsi qu'une sur-représentation des syndiqués chez les répondants, ce qui leur permet de s'interroger sur la sociologie du mouvement ; ces hypothèses ont ensuite pu être réinjectées dans d'autres questionnaires, des observations, et les entretiens, qu'on va maintenant examiner, en commençant par les entretiens individuels.

### 3.3.3- Les entretiens individuels

Comme ce qui s'est passé pour les observations, il n'y avait pas de plan d'enquête prévu pour réaliser des entretiens, ni même d'échantillonnage théorique. Les entretiens ont été réalisés au fil de l'eau, au gré des rencontres, des opportunités : « *tous ces gens travaillaient beaucoup, avaient beaucoup d'activités, surtout les femmes, parce qu'il y avait les gosses, en rentrant. Donc les opportunités pour faire des entretiens, il n'y en avait pas non plus cent milles. Donc quand je voyais un créneau, avec quelqu'un, un homme ou une femme, je sautais un peu dessus. C'était beaucoup moins programmé que d'habitude où j'allais dans une entreprise, où on pouvait un peu prévoir les choses à l'avance* ». Il fallait donc souvent improviser : « *par exemple, on était dans une Assemblée Générale, il y avait plein de gens, dont certains qu'on connaissait, d'autres non. Et là on prenait des contacts, et si Françoise était là, elle prenait des contacts de son côté, et moi j'en prenais du mien. Comme il n'y avait pas de concurrence entre nous, c'était très bien comme ça. Et on n'avait pas de préférences l'une et l'autre pour aller interviewer tel profil d'infirmière* ». Lorsqu'elles bénéficiaient d'un temps de latence entre la rencontre et l'organisation d'un entretien, elles ont pu réaliser des fiches préparatoires aux entretiens<sup>69</sup>.

Les premiers entretiens sont exploratoires, puis les chercheuses élaborent un guide<sup>70</sup> assez formalisé, qui sera ensuite plus ou moins suivi en pratique. Ce mode de travail correspond à une pratique que Danièle Kergoat avait élaborée depuis ses premières recherches, dans le but de ne pas trop formaliser les choses a priori, afin d'éviter de rater des choses importantes. Le guide est donc évolutif : de nouvelles interrogations émergent en fonction de leur prise de conscience de dimensions importantes du terrain, qui n'avaient pas été perçues jusque-là, ou

---

<sup>69</sup> Ces éléments n'ont pas été conservés dans les archives de l'enquête. Se reporter au journal de bord pour des informations en ce sens.

<sup>70</sup> Le document est manuscrit ; on se reporta au journal d'enquête pour des traces de son élaboration.

tout simplement en fonction de l'évolution du phénomène étudié : *« on n'avait pas du tout, comme certains sociologues ont, mais moi, je n'ai jamais trop fait ça, un guide d'entretien préparé à l'avance. Ça, ça ne fonctionnait pas du tout, parce que tout bêtement, on n'aurait pas su quelles questions étaient les plus pertinentes. Par exemple, le problème avec les aides-soignantes, ce problème de la lutte corporatiste ou pas corporatiste, comment appréhender ça dans un questionnaire, à part, « qu'est-ce que tu en penses ? », enfin, bon, ce n'est pas intéressant ça. Donc, au fur et à mesure, nous avons avancé sur ce problème, émis des hypothèses, soumis ces hypothèses, et elles, elles ont réagi ».*

Par la suite, un guide a été élaboré, avec trois grands axes :

1. d'abord saisir l'itinéraire de l'enquêté.e – professionnel, familial et militant
2. ensuite aborder les situations de travail vécues par la personne
3. enfin saisir son implication dans la coordination

Soulignons un aspect de ce guide, qui vise à saisir les trajectoires ou itinéraires des infirmières mobilisées, selon une approche inspirée des récits de vie, très en vogue à l'époque. Le guide commençait ainsi donc par retracer l'itinéraire de l'enquêtée. Danièle Kergoat avait perçu l'intérêt de cette approche grâce à une enquête précédente sur le temps partiel (Kergoat, 1984a), méthode qu'elle a reproduite pour l'enquête sur les infirmières, on y reviendra dans la partie consacrée à l'analyse des matériaux.

Un des aspects importants de ce dispositif de l'enquête a consisté à gérer les différences de pratique entre Danièle Kergoat et Françoise Imbert<sup>71</sup>. Cette dernière avait une pratique davantage reliée au guide, se reportant davantage au protocole, alors que Danièle Kergoat avait une pratique plus distanciée par rapport au guide. Selon elle, trop suivre le guide d'entretien, *« ça ne fonctionne pas avec des gens que vous côtoyez depuis des mois et des mois, que vous voyez presque tous les jours. (...) A ce moment-là, on commence par l'état de la discussion au bureau national, et ce que la personne en pense, des choses comme ça. Alors que Françoise, qui était quand même un peu plus extérieure au mouvement, elle pouvait se servir plus facilement du protocole ».*

On notera également qu'il y a en fait 2 types bien distincts d'entretiens dans le corpus, à la fois du point de vue de la longueur des transcriptions, de l'épaisseur du récit recueilli à cette occasion, ou encore de la place que ces entretiens dans le cours de l'enquête.

- Les entretiens « principaux », réalisés avec des infirmières côtoyées au cours des observations de la mobilisation, souvent très longs, pour lesquels le récit des trajectoires individuelles est plus développé, et qui ont été davantage mobilisés dans l'analyse
- Les entretiens « secondaires », réalisés avec des infirmières rencontrées au fil de l'eau, notamment en province, et déliés des observations directes de la mobilisation, généralement plus courts et dont la mobilisation lors de la phase d'analyse est moindre.

---

<sup>71</sup> On notera que certains entretiens ont été réalisés par d'autres personnes : Chantal Hesnard pour 2 entretiens à Thuir : `cdsp_bq_s10_col_entr_indv_jclaudes_trans_FR` & `cdsp_bq_s10_col_entr_indv_daniel_trans_FR`

Globalement, les transcriptions tapuscrites originelles sont de longueur variable, entre 13 et 91 pages, avec une majorité autour de 30 pages.

On notera également que certaines personnes ont été interrogées à deux reprises, pour approfondir certains points (notamment les itinéraires)<sup>72</sup>.

### 3.3.4- Les entretiens collectifs

Les entretiens collectifs ont commencé tôt dans l'enquête, dès février 1989, avant même les entretiens individuels enregistrés.

La mobilisation d'entretiens collectifs aux besoins de l'enquête présente un caractère original, le recours aux entretiens collectifs en sociologie à l'époque étant très rare<sup>73</sup>. Danièle Kergoat explique cette particularité par son itinéraire professionnel, qui l'a amenée à faire de la psychosociologie, et à travailler avec Jean Maisonneuve<sup>74</sup>, en codirigeant avec ce dernier de nombreuses séances de dynamique de groupe avec des cadres, en France et en Belgique. Elle avait par ailleurs utilisé la technique de l'entretien collectif dans des contextes plus militants (première réunions des femmes de Lip par exemple) ou de formations ou d'enquêtes syndicales (pour la CGT, CFDT, FO) : *« souvent, je passais d'abord par un entretien collectif, parce que, si vous sautiez sur une personne en lui disant « est-ce que je peux vous interviewer ? », les ouvriers ou les ouvrières répondaient : mais je n'ai rien à vous dire, mon travail n'est pas intéressant. Donc c'était intéressant de commencer par une sorte de brainstorming, chacun.e parlant de comment il ou elle voyait les choses. On avait des résultats très, très surprenants en laissant parler ainsi les gens au début ! Pour repérer quels fils il faut tirer, c'est bien de commencer comme ça »*.

Les entretiens collectifs avaient donc une fonction exploratoire. De ce fait, leur réalisation n'était pas équipée de guide d'entretien, l'approche étant là aussi très inductive. Il s'agissait de faire ressortir des thèmes qui n'étaient pas spontanément évoqués durant la mobilisation observée en AG par exemple, ou dans les entretiens individuels. A titre d'exemple, Danièle Kergoat évoque le thème du « service d'ordre et du rapport à la violence » : *« je crois que ça s'est passé au niveau d'un interview de groupe, d'un interview collectif, on en avait discuté dans le bureau national avant, où le problème de la mixité du service d'ordre s'est assez rapidement transformé en discussion sur la violence, et comment on s'affronte à la violence dans le boulot, hors du boulot, quand on est un homme et quand on est une femme. »*

Il était facile, selon Danièle Kergoat, de convaincre les infirmière.s de participer aux entretiens collectifs. *« : j'ai passé un an avec trente d'entre eux, en se voyant presque tous les jours donc ce n'était pas très compliqué de les inviter à passer à la maison. D'autant que les réunions du bureau national avaient lieu pas très loin de chez moi »*. De fait quelques entretiens collectifs ont eu lieu au domicile de Danièle Kergoat, tandis que d'autres ont eu lieu ailleurs, parfois en province (un dans les Pyrénées orientales, et deux vers Montpellier).

L'animation de ces entretiens était simple : ils commençaient par un tour de table destiné à pointer les points d'accords profonds ou de controverse dont les participants n'avaient pas spontanément conscience. *« c'est parce qu'ils ne parlent pas au travail, ils ont pas le temps de parler, donc là ils sont autour d'une table, ils ont le temps, il y a quelqu'un, un ou des*

---

<sup>73</sup> Sur ce point, voir Duchesne, Haegel, 2008, ou Garcia, Haegel, 2011.

<sup>74</sup> Psychologue social, professeur à Nanterre et spécialiste de la dynamique des groupes.

*animateurs qui reprend leur discours, qui le reformule un peu, qui le leur renvoie. Donc effectivement, il y a des choses qui ressortent, auxquelles ils n'avaient pas forcément pensé, tout bêtement parce qu'il n'y avait pas de lieu et de temps pour que ça s'exprime ».*

Les entretiens collectifs étaient généralement conduits par Danièle Kergoat seule, par Françoise Imbert seule, ou par plusieurs enquêtrices, avec l'intervention de Hélène Le Doaré ou de Danièle Senotier.

Ils mobilisaient des configurations assez variables, de 2 à 17 personnes selon la situation, mais le plus souvent 2 à 4 personnes.

Ils étaient enregistrés puis transcrits. Les transcriptions sont de longueur assez variable.

### 3.3.5- Les autres techniques d'enquêtes déployées dans l'enquête

Deux autres techniques d'enquête ont été déployées, ainsi qu'une troisième, plus résiduelle. D'abord, le recueil de traces de l'activité de mobilisation, via les archives de la coordination ou les archives syndicales : recueil de nombreux comptes rendus dactylographiés systématiques de réunions d'AG ou de Bureaux<sup>75</sup>, tracts, courriers, brochures, journaux de la coordination. Ces matériaux servaient de complément aux observations, dans la mesure où ils permettaient de reboucler sur les premières phases de la mobilisation, qui n'avaient pas été directement étudiées, mais aussi de compléter les observations directes.

Ils étaient notamment destinés à aider à « *comprendre ce qui se passait entre le mouvement des infirmières et les syndicats. C'était très compliqué. Je voulais savoir pourquoi les infirmières, d'une ne se syndiquaient pas, mais par contre adhéraient énormément aux associations d'infirmières. Et pourquoi après il y a eu cette hostilité face aux syndicats ».*

Ensuite les photographies<sup>76</sup> : on dispose de photos de manifestations, d'AG ou d'Etats généraux (faites par Danièle Senotier), mais aussi de photos plus anciennes qui renseignent sur l'évolution des représentations des infirmières dans l'Histoire<sup>77</sup>, qui ont été transmises la plupart du temps par des infirmières (c'est le cas par exemple de photos prises à Marseille). Avec ces photographies il s'agissait de garder des traces visuelles des mobilisations, mais pas de faire une ethnologie visuelle.

Enfin on dispose des notes d'analyse de la mobilisation par un enquêté infirmier, Patrice<sup>78</sup>.

## **3.4- Gérer la bonne distance face aux enquêtés.es**

Le propre de toute enquête ethnographique est de placer l'ethnographe dans une position difficile concernant la gestion de la bonne distance face aux groupes enquêtés. Cette enquête a constitué une expérience forte pour la chercheuse : 30 ans plus tard, elle se souvient encore très bien de certaines enquêtées, des éléments de leurs trajectoires livrées à l'époque, et a conservé jusqu'à aujourd'hui des rapports assez étroits avec certaines d'entre elles. Ces personnes qu'elle a étroitement côtoyées pendant des mois n'étaient pour elle ni des ami.e.s, ni des camarades de lutte, « *puisque moi je n'étais pas dans la lutte, je ne sais pas comment on pourrait qualifier ce type de rapport, je sais pas du tout. Ce n'était vraiment pas des enquêtés.es pour moi, c'était beaucoup plus proche de la camaraderie, de l'amitié ».* De ce fait,

---

<sup>75</sup> Cf. cdsp\_bq\_s10\_col\_entr\_focu\_curiechirnuit\_trans\_FR

<sup>76</sup> La plupart ne sont pas datées (pour la plupart été fournies par des infirmières, sans indications de date).

<sup>77</sup> Ex : photos de statues d'infirmières qui indiquent la représentation 19èmeiste des infirmières dévouées.

<sup>78</sup> Voir les documents col\_docu\_terr\_analysesept88, col\_docu\_terr\_qualif et col\_docu\_terr\_systemhospit

il lui a fallu lutter contre le risque d'une imprégnation trop importante : *« c'était très dur de résister aux demandes d'interventions à l'intérieur du bureau national, parce que bien sûr j'avais un avis, et par moment j'avais très envie de le donner. Mais ça je l'ai pas fait »*. L'enjeu de ces rapports de proximité, utiles pour mener l'enquête, a été de préserver son espace de sociologue. Cette épreuve a pris plusieurs formes différentes. Réfréner l'envie de donner son avis en constitue une, comme on vient de le voir : *« j'avais préservé, mais vraiment, alors là, férocement, mon espace de sociologue, parce que vous imaginez bien que dans un mouvement comme ça, il y a une sociologue, qui en plus a déjà travaillé sur les mouvements sociaux, qui a travaillé sur les hommes, les femmes, très souvent, on me demandait « qu'est-ce que t'en penses ? » Alors ça, c'était tout le temps, tout le temps, tout le temps. Je ne disais pas ce que j'en pensais car sinon, on induit des choses dans le groupe qui n'ont pas lieu d'être »*. En d'autres termes, il s'agissait d'éviter de faire partie du mouvement, d'influer le cours de son déroulement.

L'entrée sur le terrain constitue une autre forme prise par cette épreuve. Cette entrée s'est faite, classiquement, via l'obtention d'un accord explicite des infirmières mobilisées à ce qu'une chercheuse vienne observer de près leur mobilisation. Une fois obtenu l'accord des premières infirmières rencontrées, il a fallu renouveler les demandes d'autorisation auprès notamment des instances de la mobilisation afin de pouvoir assister aux réunions. Selon Danièle Kergoat, il fallait faire des demandes à l'avance (par exemple pour faire circuler des questionnaires), sans qu'un accord soit acquis a priori. Cette mise à l'épreuve réitérée, via de multiples présentations du projet et des états intermédiaires de l'enquête devant ces instances, permettait aux chercheuses de faire reconnaître leur statut et leur travail par les membres de la coordination, d'être acceptées en tant que sociologues et non pas en tant que personnes mobilisées, en d'autres termes de préserver une frontière nette entre les places respectives des unes et des autres.

Évidemment, tout sociologue est perçu comme socialement situé par les enquêtés.e.s, et dans cette enquête leur statut de sociologues femmes enquêtant sur un mouvement de femmes a pu faciliter le lien avec les infirmières mobilisées : *« avant même qu'on arrive, c'est elles-mêmes qui ont commencé à prendre conscience des rapports de sexe (...) Après la première Assemblée Générale, et la première grande manifestation, c'est là qu'elles ont réalisé... enfin, un certain nombre de femmes ont réalisé que ce n'était pas normal que ce soient des hommes qui soient interviewés, qui passent à la télé, qui parlent pour elles, etc. Donc c'était bien des rapports de sexe dont il s'agissait, mais ce n'était jamais formulé comme ça »*. Danièle Kergoat estime que le fait que les infirmières soient observées ou interrogées par des femmes leur facilitait la tâche en les faisant accepter plus facilement dans ce milieu que si elles avaient été des hommes : *« on était des femmes, elles, elles étaient en majorité des femmes, c'était naturel. Vous mettez des guillemets à « naturel ». De leur côté, il n'y avait pas d'interrogations, ou il n'y avait pas de rupture, de discontinuité entre elles et nous. On était censées, puisqu'on était – ça, ça revient tout le temps – puisqu'on était des femmes, on était d'emblée, « naturellement », un peu sur la même longueur d'onde. Ce qui est évidemment faux, mais c'est comme ça qu'elles le ressentaient »*.

## 4- Corpus

Cela a déjà été souligné, toutes les archives collectées ou produites au cours de cette enquête n'ont pas été conservées. En effet, lorsque Danièle Kergoat a commencé à ranger ses archives au moment de son départ à la retraite, elle en a jeté une bonne partie, et s'est arrêtée au moment où elle a commencé à tomber sur des documents de l'enquête sur la coordination infirmière ; elle estime que certains documents ont pu être jetés par erreur avant qu'elle s'en aperçoive. Cela est notable lorsqu'on considère les notes d'observation<sup>79</sup>, ou encore les transcriptions d'entretiens, pour lesquelles des recoupements sont possibles. Ainsi un rapprochement entre une liste de réalisation d'entretiens individuels (produite avant la fin du terrain, donc incomplète)<sup>80</sup> qui a été conservée dans les archives et un bilan des transcriptions qui ont été conservées et mises à disposition, indique que 6 transcriptions au moins ont été perdues<sup>81</sup>.

### **4.1- Les documents illustrant la préparation de l'enquête (N=17)**

Il s'agit essentiellement les documents illustrant les échanges avec le PIRTEM pour le financement du projet déposé par l'équipe de recherche<sup>82</sup>.

### **4.2- Les documents collectées sur le terrain (N=475)**

On dispose ici, concernant spécifiquement l'étude de la mobilisation des infirmières, de plusieurs types de matériaux :

- des notes d'observations (N=64)<sup>83</sup>
- des transcriptions d'entretiens individuels (N=26) ainsi que des notes accompagnant certaines transcriptions (N=3)
- des transcriptions d'entretiens collectifs (N=14) ; on notera que dans le plan de classement beQuali, les entretiens collectifs sont désignés par une de leurs appellations possibles, largement usitée dans le monde anglo-saxon, à savoir « focus group »<sup>84</sup>
- des éléments divers de documentation<sup>85</sup> : des séries de tracts, de brochures, de comptes rendus officiels de réunions sur la coordination des infirmières, ainsi qu'une trentaine de dossiers de presse sur la mobilisation, de la littérature grise, des rapports, des textes juridiques, etc., ainsi qu'un grand nombre de photographies (N=226)
- de nombreux éléments liés à la passation des questionnaires
- des notes (N=8) d'itinéraires de certains enquêtés ; notons que ces notes sont placées dans le dossier « collecte » mais sont à la frontière entre collecte et analyse

---

<sup>79</sup> Sont mentionnées 95 observations dans le rapport, contre 70 notes archivées (en comptant les instituteurs)

<sup>80</sup> Cf. cdsp\_bq\_s10\_col\_meth\_indv\_pseudo\_liste\_FR datée du 6 juin 1990.

<sup>81</sup> Il s'agit des entretiens n° 5 et 6 dans cette liste, du 05 novembre 1989, réalisées par Françoise Imbert à Nîmes et à Montpellier. Il faut rajouter ces 2 entretiens à la liste des entretiens réalisés dans le sud de la France, ainsi que 4 entretiens indiqués comme ayant été réalisés à Curie, sans plus de précisions.

<sup>82</sup> Voir la série prep

<sup>83</sup> Auxquelles il faut ajouter 6 notes d'observation de la coordination des instituteurs.

<sup>84</sup> Duchesne, Haegel, 2008

<sup>85</sup> Voir la série col\_docu. On dispose également de 2 dossiers de presse sur les instituteurs et leur mobilisation ainsi que des prospectus ou d'autres matériaux de mobilisation relativement à la coordination des instituteurs.



### **4.3- Les documents permettant de retracer les étapes de l'analyse (N=70)**

On dispose ici :

- de notes générales ou de documents de méthodologie, dont le guide d'analyse<sup>86</sup>
- de notes d'analyse de plusieurs entretiens (N=8)
- de quelques « relevés » : thèmes d'analyse plus transversaux ou de morceaux d'entretiens annotés, mots clefs dans les AG, thèmes des réunions du bureau de la CNI
- de tableaux synthétiques de relevés de réponse au questionnaires, dépouillements détaillés ou synthétiques de résultats, analyses de réponses à diverses questions
- de diverses notes de lecture
- de quelques notes d'analyse sur la coordination des instituteurs ainsi qu'un 1<sup>er</sup> tableau d'analyse des réunions de coordination des instituteurs

Enfin, les documents d'analyse comprennent également des éléments sur les comptes rendus de l'enquête, notamment :

- divers textes de communications
- des chapitres du rapport de 1990 ainsi que des versions brouillons
- des échanges avec les infirmières mobilisées sur la restitution des résultats de la recherche

### **4.4-Retour sur l'anonymisation des données**

L'anonymisation de cette enquête posait des problèmes spécifiques, à plusieurs titres. D'une part, Danièle Kergoat s'était clairement engagée, à l'époque de l'enquête, auprès des infirmières rencontrées, observées et interviewées, sur la confidentialité des propos qu'elles auraient pu lui livrer. Cela s'explique par le fait que l'expérience de la coordination s'est traduite, parfois, par des expériences personnelles difficiles (suite à de nombreux conflits relationnels entre infirmières mobilisées, des accusations de trahison, etc.), parfois des blessures encore vivaces pour certaines, et par le fait que d'autres étaient encore en activité professionnelle – voire militante – lorsque l'enquête a commencé à être traitée pour être mise à disposition. Autrement dit, les enjeux professionnels et militants liés à la participation à la mobilisation de 1988-89 n'étaient pas encore suffisamment dépassionnés, devenus « froids », malgré les 30 années qui séparent l'événement et la mise en archive des matériaux de l'enquête pour qu'on puisse risquer une rupture de confidentialité. En outre, plusieurs infirmières, notamment au cours des entretiens, avaient livré des éléments personnels parfois sensibles sur leur trajectoire biographique qui justifiaient un redoublement des précautions. On touche ici à la deuxième spécificité de l'anonymisation, au sens où la dimension ethnographique de l'enquête fait que les mêmes personnes ont été observées et interviewées, ou interrogées par questionnaire, si bien qu'on trouve sur elles des informations dans différents types de document, ce qui a pour effet d'augmenter le risque de recoupement d'informations entre ces différentes sources, et partant le risque de rupture de l'anonymat. La tâche était compliquée par la nécessité de permettre aux lecteurs de se repérer dans cette masse de données, où énormément de personnes différentes sont mentionnées, citées, décrites. Afin de protéger les enquêtés.e.s, les noms de famille ont été supprimés. En revanche,

---

<sup>86</sup> Guide pour l'analyse des entretiens (brouillons à partir de l'entretien d'Emma et Edith, composé de 6 pages tapuscrites et manuscrites : cdsp\_bq\_s10\_ana\_meth\_exql\_entretiens\_guide\_FR

sauf dans le cas de personnes désignées comme « sensibles » par la chercheuse, les prénoms des enquêté.es ou des personnes observées ont été conservés ; c'était la condition pour que les lecteurs puissent se repérer dans les données ; en effet, aussi bien dans les comptes rendus que les entretiens, les scènes ou les récits mis par écrit, les infirmières se nomment les unes les autres, et il est très largement question de réseaux professionnels et militants. Il aurait ainsi été trop lourd de remplacer les prénoms par des identifiants abstraits, d'autant plus que le risque de reconnaissance des personnes apparaissait souvent faible. Cependant, pour 9 enquêté.e.s jugé.e.s « personnes sensibles » par la chercheuse - soit car plus connu.e.s à l'époque du fait de leurs interventions dans les médias, soit car ces personnes avaient exprimé à Danièle Kergoat leur souhait de rester anonymes dans l'enquête - les prénoms réels ont également été supprimés quand ils apparaissaient, de manière à réduire plus fortement le risque de reconnaissance. A cet égard, Danièle Kergoat souligne que celles et ceux qui étaient alors fortement médiatisés ne disaient pas la même chose aux médias et aux chercheuses, et de cette dissonance entre discours public et discours « privé » naissait un risque spécifique pour ces enquêtées-là. Ainsi, pour 8 d'entre elles/eux, les chercheuses avaient mis en place un système de pseudonymes. Ils ont donc été conservés dans les documents où ils avaient été utilisés par les chercheuses pour remplacer le nom réel des enquêté.e.s. Ceci correspond à la situation où le prénom de l'enquêté.e avait déjà été anonymisé à l'époque de l'enquête.

En pratique :

- pour tous les documents de l'enquête (transcriptions, notes d'observation, d'analyse, questionnaires, comptes rendus, etc.) : les noms des enquêté.e.s cité.e.s ou interrogé.e.s, voire leurs prénoms réels dans le cas des 9 personnes considérées comme « sensibles », ont été supprimés à l'aide de post-it, ainsi que leurs coordonnées (adresse, numéro de téléphone) ;
- pour les transcriptions d'entretiens numérisées (et donc dont nous disposons d'une version éditable) : le prénom a parfois été remplacé par le pseudonyme choisi originellement par les chercheuses. Dans certains cas, les noms ou prénoms ont été remplacés par un hyperonyme du type « nom » ou « surnom », car nous n'avions pas suffisamment d'informations sur l'identité des personnes mentionnées, qui ne semblaient pas revenir ensuite dans d'autres documents

En ce qui concerne les noms de fichiers, notamment les transcriptions d'entretiens, parfois ont été conservés les vrais prénoms des enquêté.e.s ; parfois ce sont les pseudonymes<sup>87</sup> – choisis à l'époque par Danièle Kergoat et ses collègues qui ont été utilisés.

## 5- Analyse

Afin de contextualiser la manière dont l'analyse des matériaux a été menée, on donnera quelques éléments sur la démarche générale suivie, puis sur les techniques ou orientations mises en oeuvre, pour finir sur une synthèse des principaux résultats tirés de l'enquête.

---

<sup>87</sup> Dans la liste de 1990, les chercheuses emploient plutôt le terme « surnom ».

## **5.1- Quelques éléments sur la démarche générale d'analyse**

### **5.1.1- Une démarche s'apparentant à la théorie ancrée**

Le terrain a duré plus de 2 années, formellement entre fin 1988 et octobre 1990 pour les observations et les entretiens individuels, et jusqu'à mars 1991 si on prend en compte les derniers entretiens collectifs. La réalisation du terrain a de fait donné lieu à des échanges périodiques avec les infirmières mobilisées et enquêtées avec, comme on l'a déjà souligné, une évolution des modes d'interrogation au fur et à mesure que la mobilisation évoluait et que la compréhension de celle-ci par les chercheuses s'approfondissait ou se déplaçait. C'est en ce sens que cette démarche se rapproche du processus caractérisant la théorie ancrée. Dans le rapport remis en 1990, les chercheuses témoignent également de leur volonté de présenter les résultats partiels au fur et à mesure de leur production et d'en discuter collectivement avec les infirmières. Citons en exemple de cette démarche le questionnaire co-produit avec les membres du bureau de la coordination Ile-de-France. Il s'agissait de questionner la « validation de leurs résultats » en soumettant « leur perception du sens des actions aux auteurs de ces actions ; la discussion qui s'en suit permet de valider ou d'invalider la pertinence des hypothèses avancées », c'est-à-dire par exemple « vérifier si nos hypothèses font sens ou induisent au contraire un sentiment d'étrangeté de désintérêt »<sup>88</sup>.

### **5.1.2- Une mise en comparaison inachevée avec d'autres coordinations**

On l'a mentionné, les chercheuses avaient le projet de mettre en œuvre une comparaison entre la mobilisation des infirmières et d'autres coordinations professionnelles qui s'étaient développées à la même époque. Cette comparaison s'est surtout<sup>89</sup> portée sur la coordination des instituteurs, pour laquelle quelques matériaux ont été collectés<sup>90</sup> et un début d'analyse initiée<sup>91</sup>. Néanmoins, malgré son caractère inachevé, Danièle Kergoat estime que cette mise en comparaison a été heuristique : *« c'est drôlement intéressant tout de même, parce que c'est comme ça que m'est apparue une différence de mots d'ordre entre les infirmières et les cheminots. Elles, elles disaient « Ni bonnes, ni nonnes, ni connes », et eux disaient « Fermes, calmes, durs ». Pas mal, tout de même. (...) Ce qui est intéressant c'est que les cheminots utilisaient la forme affirmative. « Fermes, calmes, durs », alors que les infirmières « Ni bonnes, ni nonnes, ni connes », c'était à la forme négative. Quand vous voyez ça et que vous étudiez les mouvements sociaux, vous vous interrogez ! Donc, même une immersion très légère dans d'autres mouvements sociaux permettait de découvrir des choses ».*

Autrement dit, pour lutter contre un des risques de l'immersion ethnographique longue, qui est de ne plus être surpris par le terrain, une comparaison même minimale est intéressante :

---

<sup>88</sup> Kergoat, La coordination infirmière, un mouvement social en gestation ? (1990).

<sup>89</sup> Les archives comprennent aussi 2 notes d'observation de l'AG intercoordination (18/02 et 11/03/1989)

<sup>90</sup> Notamment : bouts de notes de réunion de la Coordination des instituteurs du 6 mars 1989 (cdsp\_bq\_s10\_col\_docu\_anxe\_institcoord\_notes\_FR), 2 dossiers de presse sur le mouvement des instituteurs, 2 séries de tracts de la coordination, 1 note d'entretien téléphonique (cdsp\_bq\_s10\_col\_entr\_anxe\_institcoord\_notes\_FR), etc.

<sup>91</sup> Voir notamment les notes manuscrites pour l'analyse comparative des deux mouvements infirmier et instituteur (cdsp\_bq\_s10\_ana\_docu\_anxe\_institinfirm\_notes\_FR), les notes manuscrites sur les analyses de fond du mouvement des instituteurs dans la presse des Pyrénées orientales (cdsp\_bq\_s10\_ana\_docu\_anxe\_institpresse66\_notes\_FR) ou encore un tableau d'analyse des réunions de coordinations d'instituteurs (cdsp\_bq\_s10\_ana\_meth\_anxe\_institcoord\_table\_FR).

*« quand on est immergée dans le mouvement social, les choses apparaissent un peu de l'ordre de l'évidence. Par exemple, « Ni bonnes, ni nonnes, ni connes », ben oui c'était « Ni bonnes, ni nonnes, ni connes »... Vous fonctionnez avec les autres, au rythme des autres, et c'est vrai que des fois, on perd sa capacité à s'étonner ».*

### 5.1.3- Une analyse focalisée sur une partie des matériaux

On notera également que si l'ensemble des matériaux collectés ou co-produits sur le terrain a été mobilisé d'une manière ou d'une autre, certaines parties ont été davantage exploitées. Il s'agit des informations qui concernaient des personnes ayant eu un rôle plus important dans la coordination, qui étaient très présentes dans les notes d'observations et qui ont été parfois longuement interrogées par entretien, ou qui ont répondu au questionnaire. On est ici dans une démarche typique de triangulation : *« il y avait deux types d'entretiens, enfin, pour ma part en tout cas, il y avait les entretiens avec les gens que je connaissais bien pour les côtoyer tous les jours, et donc je pouvais leur faire dire des choses beaucoup plus approfondies, puisque je les avais observés dans leurs comportements, et puis les interviews, par exemple les infirmières de Curie, on a dû faire des interviews beaucoup plus rapides et forcément, on les connaissait moins. Donc il y avait tout de même deux sortes d'entretiens, et les entretiens très longs, c'est là où on a eu des choses extraordinaires ».* Par contraste, les entretiens réalisés avec des infirmières ayant été (moins longuement) interrogées par entretien, sans avoir pu faire l'objet par ailleurs d'un réel suivi ethnographique, ont été moins centraux dans l'analyse. Enfin, on notera que du fait de la dimension collective de la recherche, l'analyse a également fait l'objet d'une mutualisation, même si chacune, en fonction de ses expertises et centres d'intérêt, a pu investir tel ou tel aspect de la coordination, on y reviendra dans la partie 6 consacrée à l'exploitation. On retrouve cette dimension collective par exemple dans le fait que les notes et entretiens, réalisés par telle ou telle membre de l'équipe, pouvaient être exploités par d'autres – que ce soit pour en faire des synthèses ou pour les analyser.

### 5.1.4- Une analyse processuelle

Enfin, la dernière spécificité de la démarche d'analyse propre à cette enquête est qu'il s'est agi davantage de décrire des processus que de trouver des régularités permettant d'établir des typologies, à la différence de ce que Danièle Kergoat avait l'habitude de faire dans ses précédentes enquêtes<sup>92</sup>. Cette caractéristique tient selon la chercheuse à la spécificité de la situation d'enquête : elle n'enquêtait pas après coup, mais était en train de vivre le processus de mobilisation au fur et à mesure de son évolution : *« je crois que ça tient à la démarche d'enquête, qui était que j'étais immergée dans un processus, précisément. Alors que dans les autres recherches, je pouvais essayer de recomposer des processus à partir de l'étude des itinéraires en particulier, mais c'était une reconstruction. Alors que pour les infirmières, je vivais le processus. Donc le processus était forcément très prégnant. De surcroît, un mouvement social c'est difficile il me semble de l'appréhender autrement qu'en termes de processus. Alors que quand vous raisonnez sur la qualification et la déqualification par exemple, bien sûr vous voyez un processus depuis la Deuxième Guerre Mondiale, mettons, sur la manière dont sont appréhendées les qualifications En ce sens, il y a processus. Mais quand vous étudiez dans telle usine la qualification, la répartition des qualifications, c'est tout de*

---

<sup>92</sup> Comme elle le décrit par exemple ici Hirata et Kergoat, 2017

*même plutôt une photo, à un moment donné. Étudier un mouvement social, l'intérêt c'est le mouvement ».*

## **5.2- Les techniques ou orientations de l'analyse**

Plusieurs points doivent ici être soulignés : d'abord, la réalisation des « notes d'itinéraires » ; ensuite, le caractère inachevé de l'analyse de contenu ; enfin les aspects de l'analyse relatifs à la quantification des observations ou à l'exploitation des questionnaires.

### **5.2.1- Les notes d'itinéraires**

On l'a déjà mentionné, à la suite de la réalisation des entretiens, des itinéraires des infirmières interrogées ont été élaborés. Un document manuscrit conservé dans les archives donne quelques éléments de compréhension de cette démarche<sup>93</sup>. Précisons qu'il ne s'agissait pas, pour les chercheuses, d'objectiver des données « vraies » à partir des entretiens, mais plutôt de mettre en relation des représentations de l'histoire de la coordination avec les itinéraires des infirmières qui étaient livrés et reconstitués à travers les entretiens.

Cette méthode avait été éprouvée dans une recherche précédente sur le temps partiel des femmes, qui faisait ressortir le fait « *qu'on ne pouvait comprendre le passage en temps partiel des femmes que si on se rapportait à leur itinéraire de façon extrêmement précise. (...) On traçait une grande ligne, on mettait les années, et on mettait en haut, en bas, et en couleurs, évidemment la date de naissance, les diplômes ou pas, le mariage ou pas, la naissance des enfants, les périodes de chômage, les périodes de maladies, d'arrêts maladies. Pour le temps partiel c'était déterminant d'avoir ça* ».

La même technique a été appliquée pour cette enquête. Certains documents qui s'y rapportent<sup>94</sup> sont organisés selon ce protocole avec des lignes de temps représentant la trajectoire biographique de la personne enquêtée ainsi que la trajectoire de la coordination, en faisant des liens entre les deux, de manière à voir comment l'engagement dans la coordination s'articule avec les trajectoires personnelles (vie privée et professionnelle) : « *j'avais ma flèche qui représentait la biographie de l'infirmière concernée ou de l'infirmier, donc là je mettais tous les évènements, la naissance, le diplôme, etc. Je faisais parallèlement l'itinéraire du mouvement, de son histoire, j'essayais de comprendre, en regardant le moment où l'infirmière en question rejoignait la coordination, à quoi ça correspondait dans son itinéraire personnel.* » etc. ». D'autres documents ne sont pas aussi aboutis, au sens où ils décrivent textuellement les parcours sans cette représentation graphique. Dans tous les cas les documents ont été produits après la tenue des entretiens : « *la flèche, c'était fait après de toute façon, c'est impossible de le faire au cours de l'entretien. C'est impossible parce que les gens digressent, reviennent en arrière pour vous parler du déménagement qu'ils ont effectué parce que leur mari avait une mutation, ou je ne sais quoi. Ça, il faut le faire vraiment après* ».

### **5.2.2- Une analyse de contenu thématique qui est restée inachevée**

Danièle Kergoat estime qu'elles ont fait « *une analyse en continu* », au fur et à mesure de l'avancement du terrain : au départ du moins, elle se souvient qu'elles ne comprenaient pas

---

<sup>93</sup> Notes méthodologiques pour l'analyse des individus du Bureau de la Coordination infirmière Ile de France, cdsp\_bq\_s10\_ana\_meth\_exql\_idf\_notes\_FR. On y trouve un schéma sommaire de la correspondance entre itinéraire et histoire de la coordination.

<sup>94</sup> Huit notes ont été conservés dans les archives, dans la série col\_entr\_exql

grand-chose ce qui se disait ou se passait dans les AG ; elle souligne le sentiment d'ébahissement qui l'a envahie à l'aube de cette enquête. Pour comprendre le mouvement, de nombreuses réunions de travail entre les 4 membres de l'équipe ont eu pour but d'élaborer une interprétation de ce qu'elles observaient, et d'aligner ces interprétations. Cette première analyse est donc de nature essentiellement interprétative, compréhensive, libre, sans mise en œuvre d'un protocole systématique.

Ce protocole, qui relève d'une analyse de contenu classique, a été élaboré plus tard. On a assez peu de traces de ce protocole dans les archives de l'enquête, à part quelques notes d'analyse d'entretiens<sup>95</sup> ainsi que diverses notes plus générales sur la méthodologie suivie, dont le guide d'analyse<sup>96</sup>, et quelques « relevés » thématiques ou de mots clefs<sup>97</sup>, un ensemble de document qui donne tout de même une idée relativement précise de la démarche suivie. Danièle Kergoat s'est inspirée d'une démarche qu'elle avait déjà appliquée plusieurs fois par le passé (avant les ordinateurs !), et qui s'organise comme suit :

- réalisation des photocopies en plusieurs exemplaires des transcriptions d'entretiens, afin de pouvoir travailler à plusieurs et de pouvoir utiliser plusieurs fois les mêmes passages
- lectures répétées des transcriptions
- analyse de contenu manuelle consistant en un codage de chaque phrase, parfois en doublon en raison de la possibilité d'attribuer plusieurs codes différents au même segment de texte
- découpage à la main et extraction des verbatims
- collage et assemblage, sur de nouvelles feuilles, des verbatims appartenant au même thème

La chercheuse estime que ce type de travail était très fastidieux mais donnait des résultats intéressants ; cela permettait, dans une logique déductive, de confirmer ou d'infirmer des hypothèses mais aussi, dans une logique plus inductive, d'élaborer de nouvelles hypothèses. Cette double dimension est essentielle dans la démarche de recherche, car la mise à distance qu'elle autorise permet à la fois d'affiner les hypothèses, d'en générer de nouvelles et éviter les projections de prénotions sur les matériaux : *« sur chaque enquête que j'ai menée, j'ai toujours découvert au moins une chose à laquelle je n'avais pas pensé, et même, souvent, il s'est avéré que des hypothèses que j'avais étaient complètement fausses, alors que ça me semblait de l'ordre de l'évidence. En fait, quand vous étudiez de très près le discours des gens, vous découvrez leur vérité à eux, qui n'est pas la vôtre ».*

Ces pistes, ébauches d'idées qui ont nourri la réflexion comme autant d'hypothèses, sans être systématiques, ont été mises par écrit sous forme de *« notes éparses de femmes qui m'avaient dit des choses fantastiques ... et qui ne pouvaient que nous faire avancer, nous, dans la recherche (...) Et j'avais toujours sur moi un petit bout de papier, pour le garder en mémoire ».*

---

<sup>95</sup> Il s'agit de documents manuscrits, qui renvoient aux pages des transcriptions selon les thèmes étudiés ; cf. la série analyse ⇒ entr\_exql ⇒ notes : on dispose de 10 notes, qui font entre 1 et 11 pages.

<sup>96</sup> Cf. ana\_meth\_exql\_entretiens\_guide\_FR

<sup>97</sup> Soit des thèmes d'analyse transversaux ou quelques morceaux d'entretiens annotés, de mots clefs dans les AG, de thèmes des réunions du bureau de la CNI

Cette analyse de contenu n'a été qu'ébauchée dans cette enquête, de l'avis même de la chercheuse,», essentiellement en raison d'un manque de temps<sup>98</sup>. En outre, elle a été différemment appropriée par les membres de l'équipe, en ordre dispersé ; chacune avait accès aux entretiens et « *chacune farfouillait dedans, comme elle voulait* ». Selon Danièle Kergoat, la différence d'investissement dans ce travail d'analyse s'explique par la plus ou moins grande proximité ou distance avec le terrain au sein de l'équipe.

Revenant sur l'impossibilité de reproduire dans cette enquête sur les infirmières le protocole précédemment décrit, elle estime que « *ce n'était pas possible, parce qu'il n'y avait pas de protocole d'enquête à proprement parler, parce que l'étalement sur le temps était infiniment plus long, et donc c'était tout à fait différent des enquêtes précédentes* ». Notons que l'évolution de l'interrogation au fur et à mesure du déroulement de l'enquête a donné « *une grande flexibilité au contenu des entretiens réalisés* », contrairement à ses enquêtes précédentes où elle restait un mois sur le terrain et faisait des entretiens systématiques : « *au fur et à mesure Françoise et moi comprenions mieux ce qui se passait autour de nous, donc on ne posait pas les questions de la même manière : on s'est retrouvées devant un corpus un peu disparate* ».

Par ailleurs, l'urgence à livrer le rapport pour le PIRTEM, fin 1990, a restreint drastiquement le temps d'analyse, puisque le terrain n'était pas encore terminé, les observations ayant pris fin en mai 1990, et les entretiens individuels en octobre : « *il y avait une vraie pression pour faire des interventions sur la coordination infirmière, pour répondre à des journalistes, pour écrire des articles, ou pour aller dans des colloques, évidemment, la coordination infirmière est un objet qui intéressait pas mal de gens, qui les interpellait. Cela nous a obligées à écrire des articles très vite, ce que je ne faisais pas auparavant.* »

### 5.2.3- La quantification des observations et l'exploitation des questionnaires

Une des spécificités des modes d'analyse mis en œuvre dans cette enquête de terrain renvoie à l'usage de la quantification.

D'abord, la quantification des observations, via le comptage de la présence des hommes et des femmes et de leurs types et fréquences de prises de parole respectives. Danièle Kergoat estime que c'était une approche originale à l'époque : « *compter dans une Assemblée Générale les hommes et les femmes, compter qui intervient, un homme, une femme, compter le temps d'intervention des hommes et des femmes, compter le contenu de ce que disait les hommes et les femmes : un contenu ponctuel, ou bien un contenu politique, général (...)* On comptait le temps que les hommes mettaient pour intervenir, le temps que les femmes mettaient pour intervenir. On comptait les fois où un même homme prenait la parole, et les fois où une même femme prenait la parole. On avait toute une série de données comme ça, qui me semblaient, très importantes à traiter, parce que pour le coup, ça n'avait jamais été fait, il n'y avait rien là-dessus. Donc, je me suis beaucoup focalisée sur ce type de données ».

En ce qui concerne l'exploitation des questionnaires, on dispose de plusieurs types de documents dans les archives :

---

<sup>98</sup> Par exemple, « travail » compilait tous les extraits d'entretiens codés sous cet intitulé, sans aller plus loin sur les sous-thèmes, « *et on reprenait toute ensemble les données recueillies sur le travail* ».

- un tableau synthétique de relevés des réponses au questionnaire distribué à la Coordination infirmière Ile-de-France<sup>99</sup> ou via le Bureau de la Coordination infirmière Ile-de-France<sup>100</sup>
- des dépouillements thématiques du questionnaire distribué à la Coordination infirmière Ile-de-France<sup>101</sup>, des dépouillements par questions du questionnaire distribué à la Coordination infirmière Ile-de-France<sup>102</sup> ou encore des dépouillements du questionnaire (synthèse rédigée) distribué à la Coordination infirmière Ile-de-France<sup>103</sup>
- ou encore des analyses de réponses à certaines questions<sup>104</sup>

Outre ces éléments, notons la mise en œuvre d'une analyse historique pour nourrir l'approche de l'évolution de la profession infirmière, qui mobilise un ensemble de matériaux divers (documentation, photographies, littérature grise, sources bibliographiques, etc.). Notons également que les matériaux de mobilisation collectés (tracts, brochures, etc.) ont été exploités pour compléter l'analyse des données de première main, davantage dans une démarche d'imprégnation (cf. supra).

### **5.3- Les principaux résultats tirés de l'enquête**

On peut organiser la présentation des grands résultats de l'enquête autour de trois axes principaux<sup>105</sup> : l'importance de la dimension sexuée des luttes ; l'analyse des formes d'action, de mobilisation, de structuration de la lutte au sein d'une coordination ; le rapport à la qualification sociale et professionnelle. Il ne s'agit ici que de restituer quelques grandes lignes, les résultats précis devant être cherchés directement dans les publications.

#### **5.3.1-L'importance de la dimension sexuée des luttes**

La première série de résultats, la plus importante pour la chercheuse, renvoie à la dimension sexuée des luttes qui a nécessité de mobiliser le prisme des rapports sociaux de sexe.

Pour donner quelques éléments sur la présence relative des hommes et des femmes dans les instances du mouvement, les chercheuses estiment que si la profession est féminisée à 85% en 1988 (jusqu'à 93% si on ne retient que l'hôpital) on ne retrouve pas cette hégémonie féminine à tous les niveaux de la lutte. Sachant que dans une coordination, l'unité politique de base est l'AG, dans celles qui ont été observées pour l'enquête, le pourcentage de femmes variait entre deux tiers et trois quarts, et avait tendance à baisser au fil du temps, même si on ne constatait pas de tendance à l'éviction des femmes à mesure qu'on montait dans la pyramide organisationnelle, contrairement à ce qui caractérise un grand nombre d'organisations dans la plupart des domaines de la vie sociale. En effet, très vite, des règles – des « règles de mixité » - ont été mises en place et ont été respectées tout au long de la mobilisation<sup>106</sup> : réserver la présidence des assemblées générales nationales, régionales à des

---

<sup>99</sup> Cf. cdsp\_bq\_s10\_ana\_qnti\_exqt\_cnisyntese\_table\_FR

<sup>100</sup> Cf. cdsp\_bq\_s10\_ana\_qnti\_exqt\_idfsyntese\_table\_FR1

<sup>101</sup> Cf. cdsp\_bq\_s10\_ana\_qnti\_exqt\_idfages\_fiche\_FR

<sup>102</sup> Cf. cdsp\_bq\_s10\_ana\_qnti\_exqt\_idftriplat\_fiche\_FR

<sup>103</sup> Cf. cdsp\_bq\_s10\_ana\_qnti\_exqt\_idfsyntese\_rpprt\_FR

<sup>104</sup> Voir la série ana\_qnti\_exqt\_X\_no tes\_FR

<sup>105</sup> Ils sont décrits dans Kergoat, « La coordination infirmière, un mouvement social en gestation ? » (1990).

<sup>106</sup> Source : Rapport d'activité du GEDISST 1991-1993.



femmes ; réserver les responsabilités « officielles » liées à la transformation en association 1901 (rôle de présidente, secrétaire et trésorière) à des femmes ; réserver l'animation des manifestations et la direction des services d'ordre à des femmes ; faire en sorte que ce soient des femmes qui apparaissent prioritairement au niveau des médias. En effet, la coordination infirmière s'est caractérisée par la mise en place de règles tendant à gérer la mixité : « il y a eu mise en place tendancielle d'une régulation du mouvement social qui tendait à se substituer au libre jeu, inévitable dès lors qu'on laissait aller les choses, des rapports de force hommes/femmes. Ces rapports de force sont restés bien vivaces ; reste cependant que ces règles (implicites ou explicites) ont existé » (ibid.).

Les chercheuses ont pourtant constaté que les prises de parole é masculines étaient sur-représentées par rapport au poids des effectifs masculins. En ce qui concerne la nature des interventions, les différences tendaient à se creuser : les chercheuses ont observé que, globalement, les interventions des femmes mobilisées visaient à rendre compte, en tant que mandatées par un collectif ; par contraste, les hommes tendaient à parler, en leur nom propre, d'aspects politiques, stratégiques. En ce qui concerne la gestion de l'espace, la gestuelle physique, les hommes tendaient clairement à s'imposer davantage que les femmes.

Autre illustration, la chercheuse estime qu'on ne pouvait pas comprendre la genèse des revendications à l'intérieur d'un mouvement social comme celui-là sans prendre en compte l'impact de ces rapports sociaux de sexe : « *par exemple, il y avait un axe revendicatif, qui était l'idée que c'était un scandale de renvoyer les malades chez eux sous forme de légumes. Alors, pourquoi c'était un scandale ? C'est là que ça devient intéressant. Ce sont les infirmières (et non les infirmiers) qui disaient : mais qui va s'occuper des gens malades, une fois rentrés chez eux ? C'est parce qu'elles étaient socialement des femmes, enfermées dans un certain nombre de rôles sociaux, qu'elles pouvaient appréhender à l'avance qui allait devoir faire face, s'organiser et travailler encore plus dans les s foyers où on faisait rentrer des gens incapables de manger seuls, de se laver, etc. ».*

Les chercheuses notent in fine une transformation des rapports sociaux de sexe au fil du développement de la mobilisation (Kergoat, 2010b). Selon Danièle Kergoat, « les règles ainsi établies se substituent au libre jeu de la division sexuelle du travail militante et des rapports de domination (ce qui a fonctionné en pratique) : les rapports de sexe (en particulier la division sexuelle du travail militant) ont été remis à plat dans un espace-temps particulier ». Pour la chercheuse, le mouvement des infirmières a montré que ce changement était possible. Au total « *ce que l'enquête a montré, c'est qu'il était indispensable pour appréhender un mouvement social de tenir compte, aussi, des rapports de sexe, c'est-à-dire que même si un mouvement est à 100 % composé de femmes, ou 100 % composé d'hommes, ce qui arrive, néanmoins les rapports sociaux de sexe interviennent au niveau du mouvement, et il faut les prendre en compte pour appréhender ce dernier. C'est la notion de 'mouvement social sexué'.* »

### 5.3.2-L'analyse des formes d'action, de mobilisation, de structuration de la lutte au sein d'une coordination

Dans le compte rendu de l'enquête, on note une tension entre l'analyse de la coordination infirmière et une théorisation de la forme coordination<sup>107</sup>. Dans l'introduction du rapport, les chercheuses insistent sur le fait qu'elles ont produit un travail de pré-définition de l'objet

---

<sup>107</sup> Kergoat, « Une lecture de la coordination infirmière à partir des rapports sociaux de sexe (1990).

coordination, en testant des pistes d'analyse. Le premier but de l'enquête était en effet de construire l'objet coordination comme objet de recherche, avant même de l'analyser, contre une tentation nominaliste.

Cette enquête a amené les chercheuses à confirmer l'hypothèse initiale selon laquelle la forme coordination constituait une expression recomposée de la contestation à plusieurs niveaux<sup>108</sup> – de la forme ou de l'organisation de la mobilisation et des revendications – comme réponse à des enjeux plus généraux<sup>109</sup> tels que la crise de la représentation démocratique, la question de la solidarité dans un contexte de montée de l'individualisme. Ces thèmes se retrouvent très bien dans le mouvement des infirmières, dans un contexte de très faible syndicalisation et donc d'absence de structures dédiées pour prendre en charge ces questions de manière institutionnalisée.

Comme toutes les coordinations qui se sont déployées en pratique, les chercheuses ont pu pointer, selon les contextes, les tensions et les décalages entre la réalité et les principes. La coordination propose des arrangements à tous ces problèmes, mais traités différemment selon qu'on est dans la phase montante du mouvement ou dans la phase descendante, qui suscitait davantage de tensions.

En outre, l'enquête a débouché sur la proposition de la figure de « l'infirmière coordonnée ». Selon Danièle Kergoat, il s'agit avant tout d'une réflexion conceptuelle, et pas d'une description : *« il s'est agi d'une réflexion qui se projetait dans le futur, c'est-à-dire : est-ce que l'on pouvait postuler que cette figure pouvait servir de référence tant aux futures infirmières qu'aux jeunes femmes salariées. C'est important parce qu'il y a un manque cruel de références collectives pour une femme. (...). Cette figure renvoyait à un certain nombre de caractéristiques, des femmes qualifiées, et on pouvait se douter à ce moment-là, et c'est ce qui s'est passé, qu'il y aurait de plus en plus de femmes qui seraient qualifiées. Des femmes contestant fondamentalement le fait d'être sous-payées du fait entre autres d'être une femme. Et c'est bien une revendication de plus en plus forte. Des femmes qui remettaient en question les rapports sociaux de sexe. Des femmes qui avaient une capacité d'action collective »*.

### 5.3.3-Le rapport à la qualification professionnelle et sociale

Les chercheuses proposent une analyse historique de la profession infirmière depuis sa laïcisation, qui tend à montrer d'une part l'hétérogénéité persistante de la profession (tant au niveau des statuts qu'à celui de l'origine sociale des nouvelles recrutées) et d'autre part l'évolution vers une technicité croissante dans un contexte plus général de rentabilisation du système de santé : *« Tout en s'appropriant ce rôle technique, les infirmières ont tenté de préserver le rôle social qu'elles tiennent auprès des malades ; mais les tensions exacerbées par l'évolution du système hospitalier et les contraintes grandissantes quant à l'exercice de la profession ont rendu ces deux rôles de plus en plus difficilement conciliables. C'est cette contradiction croissante qui a constitué, selon nous, un des éléments déclencheurs du mouvement de 1988 »*<sup>110</sup>.

---

<sup>108</sup> Imbert, Kergoat, « A propos du mouvement des infirmières et des coordinations » (1990).

<sup>109</sup> Kergoat, « La coordination infirmière, un mouvement social en gestation ? » (1990).

<sup>110</sup> Source : Rapport GEDISST de 1991-1993.

Le mouvement des infirmières a été sous-tendu par la revendication de la reconnaissance de leur qualification<sup>111</sup>. Pour cela il a fallu plusieurs ruptures. Une première rupture avec l'idée de vocation, au sens où la profession étant massivement féminine, les rôles sociaux attendus de la part des travailleuses que sont les infirmières renvoient à des qualités (individuelles) plutôt qu'à des qualifications. Au fond, la mobilisation visait à faire admettre l'idée qu'être infirmière c'est exercer un emploi comme les autres, le métier étant orienté vers le soin des autres. La deuxième rupture consiste à dissocier la femme et la travailleuse, en réussissant à faire accepter la dissociation vie privée / vie professionnelle. La troisième rupture consiste à sortir des rôles prescrits, pour inscrire la profession dans le rapport salarial – la reconnaissance de la qualification étant à son tour la condition nécessaire pour pouvoir négocier salaire et statut.

On a donc un processus organisé autour des étapes suivantes : négation de la vocation → séparation nette entre vie privée et professionnelle → entrée dans le rapport salarial → rapport à la qualification → négociation du salaire et du statut.

Creusons ici un aspect important de ce processus. La mobilisation pointe la tension entre la dimension « technique » et la dimension « relationnelle » de la qualification. La technicité renvoie à un traitement partiel, localisé, alors que la dimension relationnelle renvoie à un soin global, qu'on nommerait aujourd'hui le « care » ou le « nursing ». La qualification technique est davantage reconnaissable mais les infirmières sont ici en concurrence avec les médecins, dans une relation professionnelle d'hétéronomie qui est assez complexe<sup>112</sup>. En l'occurrence, la grande question posée par la mobilisation est l'autonomisation du savoir et des techniques infirmières par rapport aux savoirs et techniques médicales, en vue de la définition d'un champ d'activité spécifique, plus ou moins autonome. La tension se porte sur la notion de « soins infirmiers », entre un rôle propre, revendiqué par les infirmières versus un rôle délégué, dominé par les médecins. Cela renvoie au fait que si dans les organigrammes à l'hôpital, la fonction d'infirmière se situe, hiérarchiquement parlant, entre les médecins et les aides-soignantes, le métier ne se résume pas à cette position intermédiaire ; autrement dit la fonction infirmière n'est pas seulement l'aide ou l'outil du praticien médecin. En ce qui concerne la dimension relationnelle de la qualification, les infirmières sont davantage autonomes mais il s'agit de l'aspect du métier qui est le plus difficile à penser en termes de qualification. Or, les infirmières mobilisées voulaient justement éviter d'être enfermées dans l'un des termes de l'alternative.

Au total, ce que l'enquête a plus largement montré, à travers ce cas particulier d'une profession très féminisée, marquée par un passé spécifique, est que pour le groupe social des femmes, s'auto-définir et se donner à voir, individuellement et collectivement, comme « qualifiées » est un processus extrêmement complexe.

---

<sup>111</sup> Précisons que pour beaucoup d'infirmières, c'est le terme d'identité professionnelle qui était usité, les chercheuses faisant l'hypothèse que pour ces dernières, le passage de la « vocation » à la reconnaissance d'une « identité professionnelle » était une manière de nommer des évolutions du rapport à la qualification.

<sup>112</sup> Imbert, « Coordination et profession » (1990).

## 6- Postérité

### 6.1-La valorisation de l'enquête

#### 6.1.1- Principales publications rendant compte directement de l'enquête<sup>113</sup>

- Danièle Kergoat, Françoise Imbert, Hélène Le Doaré, Danièle Sénotier, Les infirmières et leur coordination, Rapport remis eu PIRTTEM, novembre 1990, 266 p.
- Danièle Kergoat, L'infirmière coordonnée, Futur antérieur, n°6, 1991, p. 71-85
- Danièle Kergoat, De la division sexuelle du travail aux rapports sociaux de sexe : continuité ou discontinuité. Réflexion à partir de deux types de mouvements sociaux. Une introduction, Cahiers du GEDISST, 1991, n°2, p. 3-4
- avec Hélène Le Doaré, Mouvement social et division sexuelle du travail, Cahiers du GEDISST, n°2, IRESCO, Paris, 1991
- Danièle Kergoat, La Coordination infirmière, Cahiers du GEDISST, 1991, n°2, p. 23-60
- Danièle Kergoat, Françoise Imbert, Hélène Le Doaré, Danièle Sénotier, Les infirmières et leur coordination, 1988-1989. Paris, Lamarre, 1992, 192 p.
- Danièle Kergoat, La gestion de la mixité. In Claudine Baudoux, Claude Zaidman (dirs.), Egalité entre les sexes . Mixité et démocratie. Paris, L'Harmattan, 1992, p. 261-278.
- Danièle Kergoat, Réflexions sur les conditions de l'exercice du pouvoir par des femmes dans la conduite des luttes. Le cas de la coordination infirmière, in Michèle Riot-Sarcey (dir.), Femmes, pouvoirs, Kimé/Vues critiques, Paris, 1993, p. 124-139
- Danièle Kergoat, La qualification, un enjeu des rapports sociaux de sexe », Cahiers du GEDISST, IRESCO, Paris, 1993, 122 pages,
- Danièle Kergoat, A propos des enjeux de qualification du mouvement infirmier en France, in Blouses blanches en colère : hier ou demain ? Radiographie du personnel soignant, Actes/Point d'appui travail emploi formation, Bruxelles, 1991, p. 63-69
- Danièle Kergoat, De la jubilation à la déréliction, l'utilisation du minitel dans les luttes infirmières (1988-1989). Note de travail », in Futur antérieur, septembre 1994

#### 6.1.2- La réception de l'enquête

Outre les présentations classiques dans l'arène scientifique, l'enquête a donné lieu à beaucoup d'échanges avec des infirmières en France et à l'étranger, voire des présentations devant des infirmières, ou dans des événements de débats non scientifiques, qui ne sont pas répertoriés ici.

Les chercheuses ont notamment fait plusieurs restitutions aux acteurs du mouvement, et ont diffusé le rapport auprès des principales infirmières rencontrées interrogées. Danièle Kergoat estime que la réception des infirmières a été globalement positive, seules des remarques ont été émises par ces dernières, et très peu de critiques. Elle estime également que la réception

---

<sup>113</sup> On note qu'après 1992, le petit groupe de recherche mis en place pour l'enquête n'a plus de raison d'être, et Danièle Kergoat valorise l'enquête essentiellement seule. Fait exception le texte co-élaboré par Danièle, « Enquête "Evolution des droits des femmes. Analyses des discours et pratiques du mouvement associatif féminin" » (1995).

scientifique a été plutôt bonne : « *j'étais plutôt bien accueillie lorsque je parlais de la division sexuelle du travail, de la redéfinition du travail, ce que ça signifiait, et sur les rapports sociaux de sexe, et pour l'analyse de la Coordination Infirmière et des mouvements sociaux. Un accueil un peu ironique parfois. Il fallait vraiment convaincre que ça tenait la route.* »

L'enquête, réinscrite dans les travaux plus généraux de Danièle Kergoat, a en effet eu un impact important en sociologie ou en science politique, dans l'analyse des mouvements sociaux articulée à celle du travail. Notamment la notion de « mouvement social sexué », légitimant l'idée que les rapports sociaux de sexe imprègnent en profondeur toutes les formes d'action collective<sup>114</sup>.

Au-delà de ces disciplines, d'autres imprégnations sont notables, notamment en articulation avec la psychopathologie du travail ; citons notamment le travail de Pascale Molinier (2006) qui a montré l'existence de stratégies collectives de défense au travail typiquement endossées par les femmes ; ces stratégies ne sont selon la chercheuse reconnaissables à l'état pur que dans le métier d'infirmière et à un moindre degré dans les autres professions soignantes et dans le travail social – la raison étant que le métier d'infirmière est le seul qui ait été construit par des femmes pour des femmes.

### 6.1.3- Les autres formes d'exploitation de l'enquête

Danièle Kergoat s'est fréquemment servie des archives de l'enquête à des fins d'enseignement : « *j'avais des cours sur les mouvements sociaux. Et là, ça me servait de support pour faire appréhender les rapports sociaux, en particulier les rapports sociaux de sexe (...). Je prenais comme support des mouvements sociaux, l'un, des infirmières, l'autre, souvent, celui des ovalistes de Lyon, en 1869, ce qui fait un siècle d'écart, largement. Les ovalistes étaient les travailleuses de la soie, c'étaient de jeunes femmes qui ont fait une grève de plus d'un mois. (...) Je m'en suis servi pour montrer la pérennité des rapports sociaux, leur résistance au fil du temps* ».

## **6.2-Les aspects sous-exploités de l'enquête**

### 6.2.1-Le côté inachevé de la publication principale

Du fait des conditions de production du compte rendu de l'enquête, qui s'est déroulée sur un temps assez court, les chercheuses ont elles-mêmes souligné la dimension inachevée du rapport, puis de l'ouvrage tiré de cette enquête, estimant<sup>115</sup> qu'il ne s'agissait « en aucun cas d'un rapport de recherche tel qu'on l'entend classiquement, c'est-à-dire d'un texte homogène, mais d'une série de textes juxtaposés, le but étant de rendre compte du travail de valorisation effectué tant auprès du grand public que de publics spécialisés ». On retrouve ainsi des textes dont « l'écriture est multiforme : textes de "vulgarisation" pour certains, écrits en langage "ordinaire", textes s'adressant à un public spécialisé pour d'autres, écrits dans un langage beaucoup plus académique », avec « une certaine hétérogénéité des différentes contributions qui parfois se recoupent, s'éclairent et parfois divergent ». Des textes qui reposent sur des assemblages assez différents des matériaux collectés, sur des « étapes du

---

<sup>114</sup> Parmi les nombreuses publications de synthèse qui y font référence, citons par exemple l'ouvrage Sociologie des mouvements sociaux, d'Erik Neveu (2019), qui fait un encart sur cette recherche.

<sup>115</sup> Source : préambule au rapport Les infirmières et leur coordination (1990).

travail disparates entre elles », ainsi que des perspectives différentes, pas toujours intégrées ».

La même histoire s'est prolongée pour l'ouvrage, dont la production résulte d'un effet d'opportunité. Revenant sur la publication du rapport sous forme de livre, Danièle Kergoat estime que *« ça a été une drôle d'histoire, parce que ça a été une infirmière, une ancienne infirmière qui a décidé de publier ces textes qu'elle jugeait importants. Mais du coup, cet ouvrage a une forme un peu bâtarde, qui se situe entre un livre à proprement parler, et une collection d'articles, faits par des personnes différentes, à des moments différents »*.

### 6.2.2-Les suites de l'enquête : un prolongement sur l'usage militant du Minitel

La coordination des infirmières est le premier mouvement social à avoir utilisé le Minitel comme instrument de mobilisation. L'usage du minitel dans la mobilisation fait partie des thèmes qui étaient prévus dans le projet PIRTTEM, mais qui n'ont pas pu être exploités pour le rapport puis l'ouvrage. Danièle Kergoat l'a pourtant réalisé quelque temps après (Kergoat, 1994): *« un certain temps après que l'enquête soit terminée, souvent, on se dit « Ah mais, il y avait ça et je ne l'ai pas traité. » Et là, c'était au moment où il y avait le développement du Minitel. Maintenant c'est banal qu'un mouvement s'empare d'internet, mais à ce moment-là, ça ne l'était pas du tout, et elles se sont emparées de ce support pour communiquer entre elles, dans toute la France. Donc j'ai réussi à me procurer les archives du minitel et j'ai fait de l'analyse de contenu, pour voir si ça apprenait des choses sur le mouvement ou non. Et en fait oui, parce que ça permettait de périodiser le mouvement de façon un peu originale et assez intéressante. C'est-à-dire, évidemment, comme toujours dans le cas des mouvements sociaux, il y a eu un premier moment d'euphorie et un dernier moment que j'appelais celui de la déréliction »*.

En ce sens, ce prolongement de l'enquête constitue un ancêtre des travaux consacrés aujourd'hui à l'usage des réseaux sociaux numériques dans les mouvements sociaux<sup>116</sup>. L'intérêt de cette perspective, outre le fait qu'elle indiquait les temporalités du mouvement, permettait également d'étudier les prises de position dans un espace public virtuel d'un échantillon beaucoup plus large d'infirmières qu'elle n'avait pas pu observer directement ou interroger durant la mobilisation.

## **6.3-Les pistes de prolongement et de réutilisation**

### 6.3.1-L'actualité de l'enquête

Danièle Kergoat estime que malgré la persistance du phénomène, il n'y a pas eu de nouvelles enquêtes par immersion sur les mouvements sociaux sexués, (en tout cas pas tout de suite). Néanmoins, d'autres travaux réalisés dans une perspective fortement inspirée par celle de Danièle Kergoat verront ensuite le jour en sociologie des mouvements sociaux et des rapports sociaux de sexe, qu'il s'agisse par exemple des thèses de Xavier Dunezat (2004) et d'Elsa Galerand (2007), réalisées sous la direction de Danièle Kergoat, de la thèse de Josette Trat (2002) ou encore d'un certain nombre de dossiers de revue ou d'ouvrages collectifs (par exemple : Cahiers du GEDISST, 1997 ; NQF, 2005, Politix 2007 ; Fillieule et al., 2009).

---

<sup>116</sup> En France, voir par exemple Granjon, 2001.

Revenant des années après sur l'enquête, la chercheuse estime avoir « *eu le sentiment que cette étude a toujours été pas mal mobilisée. Simplement par le fait qu'elle rappelait qu'il y avait des femmes dans les mouvements sociaux. Cela semble ahurissant qu'il soit nécessaire de le rappeler et, sur la lancée, de dire que peut-être, il y avait des particularités liées au genre, et que pour étudier un mouvement social, pour étudier sa dynamique, il fallait prendre en compte le fait qu'il y avait des hommes et des femmes. Et je crois vraiment que cette étude sur la coordination infirmière a aidé à prendre ça en compte* ».

Même si elles ne s'étaient pas mobilisées à l'époque pour une modification de leur statut professionnel, cette coordination d'infirmières a contribué à poser les jalons d'une reconnaissance de la profession d'infirmière, au sens ici de la sociologie des professions : en 2006, soit environ 15 ans après le mouvement, une loi a mis en place l'ordre des infirmières. On note également une persistance des mobilisations, avec une diversification des profils : « *pendant longtemps, la mobilisation était impulsée au départ par les sages-femmes. Ca a été les sages-femmes ou les infirmières en services de réanimation. Mais surtout les sages-femmes. Elles continuent à se mobiliser beaucoup, mais au fil du temps on a vu apparaître les femmes qui travaillent en EHPAD et dans les crèches, ainsi que les aides-soignantes. On peut observer là une extension à tous les secteurs du soin, et plus généralement, à tous les secteurs du care, c'est-à-dire le soin dans un sens plus large ainsi que l'irruption de femmes moins qualifiées que ne le sont les infirmières sur la scène revendicative* ».

Danièle Kergoat observe également une filiation avec les mobilisations les plus récentes : Le slogan « *ni bonne, ni nonne, ni conne* » a été selon la chercheuse repris à maintes reprises par des infirmières comme d'ailleurs d'autres professions féminisées, jusqu'aux mobilisations les plus récentes : « *lors de la manifestation du 16 juin dernier, le 16 juin 2020, tout récemment, lors de la manifestation des personnels de santé, on pouvait repérer le slogan suivant : « ni bonne, ni conne, ni bête de somme ». « Bête de somme », c'est évidemment associé très directement à l'épidémie du covid19 et au sur-travail qu'on a demandé au personnel soignant. Mais on voit bien, « ni bonne, ni conne, ni bête de somme », ça fait écho à « ni bonne, ni nonne, ni conne ». Donc il y a une espèce de perdurance de l'image de l'infirmière coordonnée* ».

### 6.3.2-Les motifs du dépôt à beQuali

Les matériaux de l'enquête avaient déjà été partagés de gré à gré avec des collègues travaillant sur des sujets proches. C'est ensuite sous la pression des collègues, au moment du départ à la retraite, qu'elle a jugé bon de déposer pour ne pas les perdre les archives, les valoriser : « *le partage avait été demandé par d'autres collègues, je pense par exemple à une sociologue qui s'appelle Josette Trat et qui voulait étudier le mouvement des assistantes sociales, mais il y en a eu d'autres. Il y avait des demandes de partage, ce qu'on a fait dans la mesure du possible. Pourquoi j'ai déposé ça à BeQuali, très sincèrement, c'est sous la pression des collègues, vraiment, qui me voyaient remplir des conteneurs de papier. Elles étaient outrées, et me disaient que ce n'était pas possible de balancer tout ça. (...) Mais, qu'en faire? Mes murs ne sont pas extensibles à l'infini, je ne pouvais pas les garder, puis je ne voyais pas à quoi cela pouvait servir. C'est vrai que BeQuali, ce fut une opportunité, tout d'un coup, qui s'offrait, pour, pas forcément régler, mais en tout cas penser le problème des archives* ».

### 6.3.3-Les pistes de réutilisation

De nombreux aspects envisagés à l'époque n'ont pas pu être développés. Certains ont tout juste été ébauchés comme l'incidence du contexte politique, notamment les changements de gouvernement, ou encore la comparaison avec d'autres mouvements de coordination. D'autres points ont été partiellement traités, comme les rapports entre syndicats et coordination (avec des réflexions à partir de deux milieux professionnels aux taux de syndicalisation contrastés – infirmier / SNCF cheminots), ou encore la comparaison du degré de féminisation de la profession et son impact sur le déroulement de la coordination ; sur ce dernier point notamment, Danièle Kergoat estime que beaucoup de matériel a été recueilli sans pouvoir être traité. A l'époque, on ne parlait pas encore d'intersectionnalité, et dans l'enquête ce sont surtout les rapports sociaux de sexe et de classe qui ont été pris en compte, même si dans le projet PIRTEM, d'autres « variables » étaient envisagées, comme l'âge ou la génération, pour creuser le rapport contrasté au militantisme. D'autres regards que, des années plus tard, la chercheuse estime pertinents (Kergoat, 2010a).

Danièle Kergoat n'a pas de conseils de réutilisation à donner : « *je crois que ça ne sert à rien les conseils dans ce sens. Les gens sont adultes, ils voient en fonction de leurs intérêts. Ils réinterprètent, et c'est très bien finalement. C'est très bien que chacun se serve de ça. C'est un matériel à disposition du collectif qui réinterprète à sa manière. Non je n'ai pas de conseil à donner* ».

## Bibliographie

### **Autres publications de Danièle Kergoat (éventuellement en collaboration)**

*Bulldoz* ou l'histoire d'une mobilisation ouvrière, Paris, Seuil, 1973

Renaud Sainsaulieu, Danièle Kergoat, Milieu de travail et modèle d'action ; une enquête sur la relation entre ouvriers dans un atelier d'usine, *Analyse et prévision*, n°6, 1968

Une expérience d'autogestion en mai 1968 (émergence d'un système d'action collective), *Sociologie du travail*, 12(3), 1970

Crise de Mai et évolution des pratiques revendicatives ouvrières, Rapport de recherche CSO / CORDES, 1971

Compte rendu de l'enquête « Femmes » menée auprès de la commission mixte de la 15<sup>ème</sup> section du PSU de Paris, 1971

La Combativité ouvrière dans une usine de construction de camions : l'entrée en lutte des ouvriers spécialisés, Centre de sociologie des organisations, Rapport au Cordes, 1977

Ouvriers = ouvrières ? Propositions pour une articulation théorique de 2 variables : sexe et classe sociale », *Critiques de l'économie politique*, nouvelle série, n°5, 1978, p. 65-97

Odile Chenal, Danièle Kergoat, « Production et reproduction : les jeunes travailleuses, le salariat et la famille, *Critique de l'économie politique*, nouvelle série, n° 17, 1981, p. 118-139

D'un questionnement sur les rapports de classe à un questionnement sur l'intrication des rapports de classe et des rapports de sexe, *Langage et société*, n° 17, 1981, p. 16-18

Les ouvrières, Paris, Le Sycomore, 1982

Christine Delphy, Danièle Kergoat, Les études et les recherches féministes et sur les femmes en sociologie. Femmes et recherche, pour quel féminisme ?, Rapport sur les recherches féministes, Collectif parisien du colloque « Femmes, féminisme, recherche », Toulouse, décembre 1982, 12 p.

Les femmes et le travail à temps partiel, étude réalisée pour le Service des études et de la statistique du Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, GEDISST, Paris, la Documentation française, 1984a



Plaidoyer pour une sociologie des rapports sociaux. De l'analyse critique des catégories dominantes à la mise en place d'une nouvelle conceptualisation », in *Le sexe du travail. Structures familiales et systèmes productifs*, PUG, 1984b

Hélène Hirata, Danièle Kergoat, Rapports sociaux de sexe et psychopathologie du travail, in C. Dejours (dir.), *Plaisir et souffrance dans le travail*, tome II, Paris, Aocip, 1988, pp. 131-16

Rapports sociaux et division du travail entre les sexes, in Margaret Maruani (dir), *Femmes, genre et sociétés: L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 2005, p. 94-101

Elsa Galerland, Danièle Kergoat, Le potentiel subversif du rapport des femmes au Travail, *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 27, no. 2, 2008, p. 67-82.

Dynamique et consubstantialité des rapports sociaux, in Elsa Dorin (dir.), *Sexe, classe, race. Pour une épistémologie de la domination*, PUF, 2009

Une sociologie à la croisée de 3 mouvements sociaux, *L'homme et la société*, n° 176-177 2010a

Le rapport social de sexe, de la reproduction des rapports sociaux à leur subversion, in Annie Bidet (dir.), *Les rapports sociaux de sexe* (PUF), p. 60-75 2010b

Se battre disent-elles, Paris, La Dispute, 2012

Elsa Galerland, Danièle Kergoat, Consubstantialité vs intersectionnalité ? À propos de l'imbrication des rapports sociaux. *Nouvelles pratiques sociales*, 26(2), 2014a, p. 44-61

Elsa Galerland, Danièle Kergoat, Les apports de la sociologie du genre à la critique du travail, *La nouvelle revue du travail*, 4, 2014b

Hélène Hirata, Danièle Kergoat. Rapports sociaux de sexe et psychopathologie du travail. *Travailler*, 37(1), 2017, 163-203

### **Chapitres du rapport remis au PIRTTEM en 1990**

Danièle Kergoat, Les infirmières et leur coordination, p. 5-20

Danièle Kergoat, Mouvement social et coordination : un état de la question, p. 29-42

Danièle Kergoat, Danièle Senotier, Qui sont-elles ? Un sondage auprès des participant(e)s d'une Assemblée Générale Ile de France, p. 42-54

Françoise Imbert, Danièle Kergoat, A propos du mouvement des infirmières et des coordinations, p. 55-62

Françoise Imbert, Coordination et profession. Note de travail, p. 63-82

Danièle Kergoat et Françoise Imbert, Qualification et rapports sociaux de sexe : le cas des ouvrières et celui des infirmières, p. 83-98

Danièle Kergoat, Une lecture de la coordination infirmière à partir des rapports sociaux de sexe. Quelques hypothèses, p. 99-114

Danièle Kergoat, La gestion de la mixité dans un mouvement social : le cas de la coordination infirmière, p. 115-136

Danièle Senotier, La profession infirmière : un éclairage historique, p. 137-176

Hélène Le Doaré, La coordination infirmière. Chronologie 1988-1989, p. 177-198

Danièle Kergoat, La coordination infirmière, un mouvement social en gestation, p. 201-212

Françoise Imbert, Une approche de la coordination, p. 213-230

Liste des actions de valorisation entre 17 avril 1989 et 12 décembre 1990, p. 199-200

### **Autres publications mobilisées pour l'enquête sur l'enquête**

Françoise Battagliola, Histoire du travail des femmes, La Découverte, 2000

Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron, Les Héritiers, Paris, Les éditions de Minuit, 1964

Annie Borzeix, Margaret Maruani, Le temps des chemises. La grève qu'elles gardent au cœur, Paris, Syros, 1982.

Cahiers du GEDISST, n° 18, 1997, dossier « Hommes et femmes dans le mouvement social »

Anne-Marie Daune Richard, La qualification dans la sociologie française : en quête de femmes, in JH Laufer, C. Marry & M. Maruani, *Le travail du genre. Les sciences sociales du travail à l'épreuve de la différence de sexes*, 2003

Angela Davis, *Women, Race, & Class*, New York, Vintage, 1981

Sophie Duchesne, Florence Haegel, *Les entretiens collectifs*, Paris, Nathan, 2008

Xavier Dunezat, *Chômage et action collective. Luttés dans la lutte. Mouvements de chômeurs et chômeuses de 1997-1998 en Bretagne et rapports sociaux de sexe*. 2004, thèse de doctorat en sociologie, UVSQ, 2004

Olivier Fillieule, Patricia Roux, *Le sexe du militantisme*, Presses de la FNSP, Paris, 2009

Marcin Frybes, Laurent Visier, *Les coordinations : de l'expérience des acteurs à la mobilisation. Etude comparative à partir du cas des infirmières*, Rapport pour la CFDT, 1990, 80 pages

Marcin Frybes, Laurent Visier, *La reconnaissance du rôle propre de l'infirmière. Conflit ou malentendu autour de la notion de qualification dans le domaine de la santé en France ?* Les Cahiers du Gedist, 1993, n° 7, p. 85-95

Elsa Galerand, *Les rapports sociaux de sexe et leur (dé)matérialisation : Retour sur le corpus revendicatif de La marche mondiale des femmes de 2000*, thèse de Sociologie, UVSQ, 2007

Guillaume Garcia, Florence Haegel, *Introduction : Entretiens collectifs, nouveaux usages ?* Revue Française de science politique, 63(1), 2011

Fabien Granjon, *L'internet militant*, Rennes, Apogée, 2001

GEDISST, *rapport d'activité 1991-1993*

Madeleine Guilbert, Viviane Isambert-Jamati, *Travail féminin et travail à domicile*, Paris, Éditions du CNRS, 1956

Madeleine Guilbert, *Les Fonctions des femmes dans l'industrie*, Paris-La Haye, Mouton, 1966

Colette Guillaumein, « Pratiques de pouvoir et idée de Nature », *Questions féministes*, n° 2&3, février-mai 1978

Maurice Godelier, *La production des Grands hommes. Pouvoir et domination masculine chez les Baruya de Nouvelle-Guinée*, Paris, Fayard, 1982

Helena Hirata, Philippe Zarifian, "Travail (le concept de)", in Helena Hirata et al. (dirs.), *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, PUF, 2000

Richard Hoggart, *La culture du pauvre*, Paris, Editions de Minuit, 1979 (1957)

Rose-Marie Lagrave, « Recherches féministes ou recherches sur les femmes ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°83, 1990, p. 27-39.

Nicole-Claude Mathieu, « Notes pour une définition sociologique des catégories de sexe », *Épistémologie sociologique*, n° 11, 1971, p. 19-39

Pascale Molinier, *Les enjeux psychiques du travail : Introduction à la psychodynamique du travail*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 2006

Neveu Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La découverte, 2019

*Nouvelles Questions Féministes 2005/3 (Vol. 24) sur les logiques patriarcales du militantisme* Politix, n° 78, 2007, *Militantisme et hiérarchies de genre*

Isabelle Sommier, *Le renouveau des mouvements contestataires*, Paris, Flammarion, 2003

Josette Trat, *La lutte des assistantes sociales : un mouvement de femmes salariées conjugué au masculin*, *Futur Antérieur*, numéro spécial « Les coordinations de travailleurs dans la confrontation sociale », 1994, p. 103-134

Josette Trat, *Genre et mouvements sociaux*, Thèse de sociologie, UVSQ, 2002

Claude Zaidman, *Rapports sociaux de sexe et trajectoires scolaires*, *Les cahiers du CEDREF* [En ligne], 15 | 2007, mis en ligne le 21 octobre 2009, URL : <http://journals.openedition.org/cedref/372>